



PRÉFET DE LA SEINE- MARITIME

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de presse du 21 mai 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Loups

- Dans les Alpes, la louve capturée en Normandie n'est pas la bienvenue : "On n'est pas la poubelle environnementale de la France" (France 3)
- Le loup capturé en Seine-Maritime et transporté pour être relâché dans les Alpes n'est pas le bienvenu (76 actu)

Social et société

- Vétusté des bâtiments, "sentiment d'abandon et de déshumanisation" : les associations dénoncent les conditions de rétention au CRA de Oissel (France 3)
- "Qu'est-ce qu'on veut ? L'école !" Un an après le campement devant la préfecture, le collectif des jeunes migrants de Rouen toujours mobilisé (France 3)
- Rouen. Après un incendie il y a trois ans, un bureau de poste provisoire a ouvert dans le quartier du Châtelet (Tendance Ouest)
- Rouen. Vivre en fauteuil : le parcours du combattant dans l'espace public (Tendance Ouest)

Économie et vie des entreprises

- Human Mob veut passer à la phase industrielle (Gazette de Normandie)
- Port-Jérôme. North Atlantic : les unités chimiques arrêtées pourraient redémarrer (Courrier Cauchois)
- Le Département de la Seine-Maritime et Orange lancent leur collecte de téléphones usagés (Paris Normandie)
- Les salariés d'Euroapi en lutte pour sauver des emplois (Paris Normandie)
- Mouvement social au sein la société Kalmar France au Havre : les grévistes obtiennent gain de cause (Paris Normandie)

LNPN

- Dans l'attente du futur tracé de la LNPN, des riverains craignent des expropriations et des projets immobiliers sont gelés (France 3)

Sécurité

- Yerville. Une trentenaire est portée disparue et est activement recherchée (Courrier Cauchois)
- Faux coursiers, faux conseillers bancaires... de la prévention aux escroqueries auprès des seniors (Paris Normandie)

Politique

- Soupçon de détournement de fonds publics : une enquête ouverte sur Édouard Philippe par le Parquet national financier (Ouest France)

Collectivité locales et équipements publics

- Des chalets pour loger les ouvriers du chantier de Penly : le président de la Seine-Maritime a visité les lieux (76 actu)
- Éclairage nocturne : cette commune a décidé de rallumer la lumière avec une solution innovante (France 3)
- "On n'aura plus d'arbres" : la future ligne électrique inquiète ces riverains à Touffreville-sur-Eu (76 actu)
- Ce dos-d'âne exaspère un riverain : cette mairie de Seine-Maritime va devoir faire des travaux (76 actu)
- Près de Rouen : des mesures pour lutter contre la baisse démographique dans cette commune en bord de Seine (76 actu)
- À Étretat, le parking de la Guézane sera-t-il de nouveau accessible aux automobilistes ? (Paris Normandie)

Environnement

- Veules-les-Roses. Un site classe cette plage cauchoise dans la catégorie "à éviter" : que faut-il retenir ? (Courrier Cauchois)
- À Veules-les-Roses, la qualité de l'eau de baignade tancée par une étude : « on a des contrôles réguliers » (Paris Normandie)
- Près du Havre. Inondation : une habitante dénonce le mauvais entretien des fossés (Courrier Cauchois)

Éducation

- Éducation. Le "bien manger" dès la cantine à Malaunay (Tendance Ouest)
- « Une profonde erreur » : la fermeture de la filière horticole du lycée professionnel d'Offranville confirmée ? (76 actu)
- « Je ne pensais pas me retrouver devant le ministre ! » : six collégiens bacquevillais reçus au Quai d'Orsay (Paris Normandie)

Santé

- Rouen. Quelles nouveautés à venir au CHU d'ici à 2030 ? (Courrier Cauchois)
- Une nouvelle Maison de santé a ouvert près du Havre : les patients y cherchent avant tout un médecin généraliste (76 actu)
- Fermeture au Havre : Fécamp défend sa maternité de proximité avec une meilleure communication (Paris Normandie)
- Après l'incendie et la fermeture de la clinique Tous Vents, l'hôpital de Lillebonne prépare sa relance (Paris Normandie)

Justice

- Menace de mort envers Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen : l'internaute sera bientôt jugé (Paris Normandie)

Nécrologie

- Laurent Noyelle, ancien commandant du commissariat de Dieppe, est décédé (76 actu)

Service de l'État

- Préfecture de l'Eure : départs et nominations en cascade à Évreux (Paris Normandie)

Acteurs publics

- Mobilité des cadres sup' : la réforme de la haute fonction publique fait bouger les lignes de façon inégale dans les ministères
- Alors que leur déficit se creuse, la ministre de la Santé annonce "un nouveau chapitre" pour les investissements des hôpitaux
- La nouvelle hausse du Smic affaiblit encore un peu plus le statu quo salarial dans la fonction publique

Dans les Alpes, la louve capturée en Normandie n'est pas la bienvenue : "On n'est pas la poubelle environnemen

Mélanie Queinnec

5-6 minutes

Ce dimanche 17 mai 2026, les Jeunes Agriculteurs des Hautes-Alpes et la FDSEA ont mené une action coup de poing pour s'opposer au relâchement d'une louve, capturée en Seine-Maritime, dans le bassin alpin. La bête avait été retrouvée vivante dans un piège à renards dans le pays de Bray, une semaine plus tôt.

"*Les Alpes ne sont pas une réserve à loups*" : le message est clair, tagué sur une pancarte, partagé sur les réseaux sociaux. Les sections des Hautes-Alpes des syndicats des Jeunes Agriculteurs et de la FDSEA ont mené une action coup de poing devant la préfecture du département à Gap, ce dimanche, après qu'une louve, retrouvée en Normandie, a été relâchée dans le bassin alpin par l'OFB (Office français de la biodiversité) et les services de l'État.

Dans leur post, publié ce mardi sur Facebook, les Jeunes Agriculteurs reviennent sur les arguments avancés par l'OFB : "*La zone a été décidée au vu de plusieurs critères : éloignement des zones habitées et des infrastructures de transport, réduction des interactions avec les activités humaines, présence d'un habitat favorable à l'espèce concernée et prise en compte des enjeux agricoles locaux*", notent-ils.

Mais ces arguments ne les convainquent pas : "*Nous condamnons fermement cette décision. L'arc alpin n'est ni un sanctuaire pour loups, ni une zone d'expérimentation !*"

Le syndicat agricole explique craindre pour la sécurité du bétail. "*Au quotidien, nous nous battons pour lutter efficacement contre la prédation lupine et pour réduire le nombre de spécimens existants au nom de la protection de nos troupeaux, avancent les Jeunes Agriculteurs. À ce jour, dans les Hautes-Alpes, alors que la saison d'estive démarre à peine, nous déplorons déjà 18 attaques et 63 victimes. L'État méprise encore une fois ses agriculteurs... Quelle honte !*"

Joint par téléphone, le responsable de la commission prédation pour les Jeunes Agriculteurs des Hautes-Alpes, Rémi Marseille, pointe en outre une contradiction quant à la décision des services de l'État et de l'OFB de relâcher la bête à cet endroit.

"Dans notre département, le loup est notre plus grosse problématique, on en est inondé et ça ne date pas d'hier. Quand un loup ou une louve sont prélevés chez nous, la principale chose que l'on entend, c'est que ça va déstructurer la meute et que ce sera pire. Là, ils ne se sont pas posés cette question, pourtant ça va forcément être le cas, interpelle-t-il. On se bat suffisamment contre les loups qu'on a pour en recueillir de nouveaux."

Les troupeaux sont dehors depuis 15 jours, trois semaines et on compte déjà une soixantaine de victimes. C'est régulier sur l'année : le loup fait entre 850 et 1 000 victimes par an sur les Hautes-Alpes, des ovins, des caprins, des bovins et quelques chiens.

Rémi Marseille, responsable de la commission prédation - JA 05

Rémi Marseille précise que, selon les dires de la préfecture des Hautes-Alpes, l'animal a été relâché dans un département limitrophe. Qu'importe - les sections des Jeunes Agriculteurs du bassin alpin partagent son incompréhension. *"On ne veut pas être une réserve à loup"*, déplore-t-il.

Ajoutant : *"Le loup colonise la France. Tous les ans, il y a des départements où des meutes s'installent... En Normandie, ils ne veulent pas qu'il arrive. Mais on n'est pas la poubelle environnementale de la France."*

La louve a été retrouvée [le 10 mai dernier dans un piège à renards](#), à Saint-Pierre-des-Jonquières, près de Londinières (Seine-Maritime), au cœur du pays de Bray. Les chasseurs, qui ont retrouvé l'animal, ont aussitôt prévu les services de l'État.

La louve a été endormie avec un fusil à flèches hypodermiques, avant d'être transportée au parc canadien de Muchedent, près de Dieppe sur décision du préfet de la Seine-Maritime.

Le loup étant une espèce protégée, il n'est, en principe, pas possible de le garder en captivité. Ainsi, l'OFB et la préfecture ont conjointement pris la décision de relâcher l'animal au cœur des Alpes.

Une décision autorisée le 15 mai par le [tribunal administratif](#) de Rouen mais vivement critiquée par des associations environnementales. *"C'est vraiment stupide. On a soi-disant placé l'animal en captivité pour sa sécurité, puis on l'envoie dans un secteur où des meutes sont déjà établies. Un loup étranger qui arrive sur un territoire occupé par d'autres loups, dans des meutes auxquelles il n'appartient pas, est systématiquement tué. C'est la mort assurée"*, s'est emporté lors de l'audience François Le Boulenger, du Groupe Mammalogique Normand.

La louve a finalement été relâchée le 15 mai dans la matinée, [équipée d'un collier GPS amovible](#). Ce dernier doit permettre *"de suivre ses déplacements mais aussi de vérifier sa bonne adaptation au milieu naturel et, si nécessaire, d'intervenir rapidement en cas de difficulté"*, a précisé la préfecture de Seine-Maritime.

Le loup capturé en Seine-Maritime et transporté pour être relâché dans les Alpes n'est pas le bienvenu

Sébastien Aliome

3-4 minutes

Une semaine après avoir été capturée près de Londinières, la louve fait encore parler d'elle. Transportée et relâchée dans les Alpes, elle suscite la colère chez les éleveurs.

Sur le même thème

[Animaux](#)

[Pays de Bray](#)



La louve transportée dans les Alpes depuis la Seine-Maritime, est source de colère. ©Photo fournie au Réveil

Par [Sébastien Aliome](#) Publié le 20 mai 2026 à 17h32

[La louve capturée](#) dans la commune de **Saint-Pierre-des-Jonquières**, près de [Londinières](#) (**Seine-Maritime**) le dimanche 10 mai 2026 a été emmenée dans les Alpes. Et selon [nos confrères du site Internet de France Normandie \(ici Normandie\)](#), elle n'est pas la bienvenue.

Une opération coup de poing a même été menée devant la préfecture de Gap dans les Hautes-Alpes.

La louve en bon état de santé

Pour rappel, le 10 mai dernier, des chasseurs alertaient les services de l'État après **la découverte d'un loup capturé** dans une zone boisée du

[Pays de Bray.](#)

L'animal était alors endormi et pris en charge par des agents assermentés. La louve d'environ 30 à 35 kg était alors emmenée dans le **parc de Muchedent**, près des [Grandes-Ventes](#), afin de réaliser des examens de contrôle et de l'équiper d'un **collier GPS amovible**.

« Les examens réalisés au cours de la phase d'observation confirment que la louve est en bon état de santé et ne nécessite pas de soins complémentaires » faisait alors savoir la **Préfecture de Seine-Maritime** par la voie d'un communiqué.

L'Office français de la biodiversité a alors eu la mission de relâcher le canidé dans l'arc alpin, « zone définie selon plusieurs critères : éloignement des zones habitées et des infrastructures de transport, réduction des interactions avec les **activités humaines**, présence d'un habitat favorable à l'espèce concernée et prise en compte des enjeux agricoles locaux ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

La colère des jeunes agriculteurs

Mais ce dimanche 17 mai 2026, une semaine seulement après avoir capturé la louve, une levée de boucliers s'est fait entendre à Gap. Nos confrères de **France 3** partagent une publication Facebook des **Jeunes agriculteurs des Hautes-Alpes** : « Nous condamnons fermement cette décision. L'arc alpin n'est ni un sanctuaire pour loups, ni une zone d'expérimentation ! ».

Le message n'en reste pas là : « Au quotidien, nous nous battons pour lutter efficacement contre la prédation lupine et pour réduire le nombre de spécimens existants au nom de la **protection de nos troupeaux**. À ce jour, dans les Hautes-Alpes, alors que la saison d'estive démarre à peine, nous déplorons déjà 18 attaques et 63 victimes ».

Le loup étant une **espèce protégée**, la bête ne pouvait pas, selon la loi, restée en captivité. Le fait de l'avoir relâchée au cœur des Alpes suscite la colère et l'inquiétude chez certains, mais aussi le soutien d'internautes, comme on peut également le lire dans de nombreux commentaires sur les [réseaux sociaux](#).

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Vétusté des bâtiments, "sentiment d'abandon et de déshumanisation" : les associations dénoncent les conditions

Gregory Thelu

5-6 minutes

Cinq associations publient leur rapport annuel sur le fonctionnement des centres de rétention administrative (CRA) en France et la situation des étrangers qui y sont enfermés. En Normandie, le CRA de Oissel près de Rouen continue de faire l'objet de nombreuses critiques alors qu'un nouveau site est prévu pour 2028.

16 467. C'est le nombre d'étrangers en situation irrégulière enfermés en 2025 dans les centres de rétention administrative en France, soit une hausse de 1,5% par rapport à l'année précédente, souligne [le rapport annuel de cinq associations](#) qui interviennent quotidiennement dans les CRA.

Forum Réfugiés, France Terre d'Asile, Groupe SOS Solidarités, la Cimade et Solidarité Mayotte dénoncent cette année encore une situation qu'elles jugent "préoccupante".

Elles constatent un allongement "inutile" de la durée d'enfermement. Celle-ci a atteint un peu plus de 33 jours en 2025 contre 16 en 2020. Soit un doublement de la période de rétention en cinq ans.

En Normandie, avec 37 jours, le CRA de Oissel se distingue justement par une durée moyenne d'enfermement plus long que la moyenne nationale. "Cela s'explique en partie par les relations entre la France et l'Algérie", explique Emeline Juillet, responsable du service rétention à France Terre d'Asile.

En 2025, 167 ressortissants algériens ont été enfermés au CRA de Oissel, représentant un quart des personnes placées. "Or, depuis 2024, l'Algérie a suspendu toute coopération consulaire en matière d'éloignement forcé. L'administration a pourtant continué à enfermer ces personnes sans aucune perspective."

Le rapport souligne que "régulièrement, des personnes qui acceptent de repartir se retrouvent enfermées en rétention (à Oissel), alors même que les laisser libres leur aurait permis d'organiser leur départ. Ce fut le cas d'un ressortissant surinamais pour lequel quatre vols ont été annulés."

À Oissel comme ailleurs en France, si le taux d'enfermement est plus long depuis quelques années, le taux d'expulsion est en revanche en baisse par rapport à l'an dernier (36,1% en 2025 contre 39,3% en 2024).

Dans son rapport, les associations dénoncent cette situation :

"l'allongement de la durée de rétention ne conduit pas à davantage d'éloignements, mais intensifie au contraire les tensions, la détresse psychologique, mais aussi la violence dans les CRA".

Ce climat est accentué par les conditions de vie des étrangers dans ces centres. *"À Oissel, 50 personnes sont installées dans une seule et même zone de vie. Les hommes sont par chambre de six. Ailleurs, ce sont généralement des chambres de 2 ou de 4. Cela génère de la promiscuité et parfois de la tension"*, déplore Émeline Juillet.

Autre grief des associations : la vétusté des bâtiments à Oissel. *"Cette ancienne infirmerie militaire, est de plus en plus vétuste et totalement inadaptée pour retenir 72 personnes"*, est-il écrit dans le rapport qui évoque des flaques d'eau, des infiltrations dans les murs et la présence de vers dans les canalisations.

Une situation toujours aussi *"préoccupante"* et *"un pas de plus vers la déshumanisation"* selon Émeline Juillet malgré la réalisation de plusieurs travaux en début d'année. La question de l'accès aux soins des personnes retenues est également au cœur des préoccupations.

Ouvert en 2004, le CRA de Oissel compte parmi les 25 centres de ce type en France. Il peut accueillir jusqu'à 72 personnes, des hommes mais aussi des femmes et des enfants. Il n'accueille plus de mineurs isolés depuis 2022. D'après le rapport, 669 personnes y ont été placées en 2025.

Un précédent [rapport publié le 26 mars 2026](#) par le Contrôleur général des lieux de privation de liberté (CGLPL) dénonçait les conditions de vie au sein du CRA de Oissel. *"Le centre est confronté à un sous-effectif en personnel qui porte préjudice à son fonctionnement et au respect des droits fondamentaux des personnes retenues. Ces dernières sont hébergées dans des locaux indignes, inadaptés, dégradés et sales. Sans possibilité de fermer leurs chambres, leurs sanitaires ou leurs placards, le sentiment d'insécurité règne"*, était-il précisé dans ce rapport.

"La gravité des constats relatifs à l'insuffisante protection de la sécurité physique et psychique des personnes retenues et aux conditions inadaptées de leur prise en charge, particulièrement s'agissant de séjours longs, a conduit à adresser une lettre au ministre de l'intérieur le 5 décembre 2025", mentionne également ce rapport.

Dans le cadre d'un plan d'Etat qui prévoit la construction de 11 centres, Oissel devrait accueillir un nouveau CRA en 2028. Un nouvel édifice devrait donc sortir de terre. L'ancien site, lui, sera détruit.

"Qu'est-ce qu'on veut ? L'école !" Un an après le campement devant la préfecture, le collectif des jeunes migr

Mélisande Queïnnec

6-8 minutes

Ce mercredi 20 mai 2026 devant la préfecture de Seine-Maritime, à Rouen, une centaine de personnes se sont rassemblées en soutien aux jeunes migrants qui, un an plus tôt, avaient posé leur tente devant l'édifice. Ils tirent un bilan mitigé de cette année de lutte, qui n'a pas permis d'aboutir à la scolarisation des jeunes concernés.

"Régularisation de tous les sans papiers !" "On est tous des enfants d'immigrés, première, deuxième, troisième génération !" "Qu'est-ce qu'on veut ? L'école pour tous ! Quand ? Maintenant !"

Mégaphone dans une main, tambour dans l'autre, sept jeunes migrants donnent de la voix ce mercredi, dans les jardins de la préfecture de Seine-Maritime.

durée de la vidéo : 00h00mn40s



Sept migrants dénoncent l'inaction des services de l'État qui traînent à régulariser leur situation. • ©France 3 Normandie

Ces migrants sont tous membres du "collectif des jeunes mineurs et majeurs isolés de Rouen", constitué l'année dernière à l'issue de leur campement de fortune sur l'esplanade de la préfecture.

À l'époque, ils étaient une quarantaine, venus de Côte d'Ivoire, de Guinée ou du Cameroun. Se revendiquant mineurs - ce que le Département [avait](#)

[alors réfuté](#) - ils dénonçaient les lenteurs administratives qui les privaient d'un accès au logement, à la santé et à la scolarité, et l'obligation des tests osseux, [une méthode d'estimation de l'âge jugée peu fiable](#) par certaines associations.

Un an après, certains de ces jeunes ont pu bénéficier d'une reconnaissance de leur minorité, et tous dorment désormais au chaud, dans des hôtels, des logements meublés temporaires ou chez des familles d'accueil. Mais sur le reste, peu de choses ont changé. Aucun n'a pu être scolarisé, formé.

Alors, la mobilisation rassemble. Autour des jeunes, quelques dizaines sinon une centaine de personnes sont venues apporter leur soutien, des militants syndicaux ou politiques ou des citoyens sensibles au sort de ces exilés.

Devant une forte présence policière, les manifestants tentent - symboliquement - d'installer des tentes. Les forces de l'ordre hésitent, craignent un nouveau campement pérenne. Finalement, trois tentes vertes sont plantées, comme il y a un an. Elles ne sont, cette fois-ci, [pas vouées à rester](#). *"De toute façon, il n'y a pas de duvet"*, plaisante une femme.

[Les manifestants plantent des tentes pour rappeler la naissance du collectif des jeunes mineurs, il y a un an.](#) • © M. Queïnnec / France 3 Normandie

Justin, 17 ans, arrivé un peu en avance, brandit presque timidement un drapeau rouge siglé d'un mouvement politique qu'il vient de créer, "La Voix Populaire". Encore au lycée, déjà très engagé.

"Ça fait un an qu'ils ont fait une première manifestation, ils ont planté des tentes tout le long du jardin pour réclamer leurs papiers, l'accès à l'éducation, ce genre de choses. En un an, il n'y a toujours pas eu de réponse. Le manque de réponse, c'est quand même affligeant, c'est pour ça que je voulais venir."

La protection de l'enfance, on ne discute pas de religion, de culture, de couleur de peau. Ce sont des enfants, point barre, quoi.

Manu, manifestant

Manu habite Rouen. Il confie de son côté son incompréhension devant l'inaction des pouvoirs publics. Venu, dit-il, loin de tout clivage politique, simplement pour *"défendre des enfants"*, il ne mâche pas ses mots : *"Il y a des droits, des lois, à un moment, il y a quand même des responsables dans ce putain de pays. Les conditions des gamins, c'est une catastrophe au niveau de la protection de l'enfance."*

Si la mobilisation se veut festive, les migrants conservent une certaine amertume. Alassane, arrivé de Guinée fin 2023, est majeur depuis le mois de février. Il n'a eu le temps de voir sa situation régularisée...

Comme beaucoup de ceux qui arrivent sur le territoire à l'aube de leur majorité.

"Dans le groupe, ceux qui ont eu la chance de gagner deux fois le procès contre le département [Ndlr : celui-ci avait fait appel] et qui ont été reconnus mineurs par le juge des enfants, étaient inscrits dans les trois mois de formation de l'AFPA [Ndlr : un organisme de formation professionnelle], qui devait aboutir à une formation de CAP", explique-t-il.

["Mineurs à l'école, pas dans une tente" : les migrants ont continué de clamer leur envie d'être scolarisés. Plusieurs d'entre eux sont désormais majeurs. • © M. Queïnnec / France 3 Normandie](#)

Il reprend : *"Il fallait trouver le patron et signer la convention de stage. Sauf qu'il y a pas mal de jeunes qui n'ont pas trouvé, la plupart sont proches de la majorité, d'autres l'ont atteinte, ils sont bloqués au niveau de la formation"... Et ne sont plus pris en charge par l'ASE (Aide sociale à l'enfance), donc, souvent, livrés à eux-mêmes.*

[Ces jeunes font partie du collectif des jeunes mineurs et majeurs isolés de Rouen. • © M. Queïnnec / France 3 Normandie](#)

"Il n'y a pas de solution globale, c'est du cas par cas, déplore Pierre-Emmanuel Berche, du syndicat FSU. Pendant des mois, pour certains migrants mineurs, rien n'est décidé... Quand la justice reconnaît leur minorité, certains sont entre-temps devenus majeurs. C'est un vrai scandale, car pendant tout ce temps [Ndlr : des démarches administratives souvent fastidieuses], ils n'auront finalement pas pu bénéficier de leurs droits."

Abdoulaye est arrivé de Guinée fin 2024. Il sera majeur dans quelques mois et illustre cet exemple. Malgré tout, il dit vouloir *"remercier les personnes qui ont été de notre côté pendant plusieurs mois pour tenir ce camp"*, entre mai et juillet 2025.

Même si pour lui, le combat continue, il assure : *"Sans cette forte mobilisation, il n'y aurait pas d'avancements."*

Rouen. Après un incendie il y a trois ans, un bureau de poste provisoire a ouvert dans le quartier du Châtelet

Justine Carrère

~3 minutes

Les habitants des Hauts-de-Rouen peuvent désormais se rendre au bureau de poste provisoire du Châtelet. Comme l'a indiqué la Ville de Rouen dans un communiqué mercredi 20 mai, l'établissement est ouvert depuis mercredi 13 mai, après trois ans de fermeture à la suite de l'incendie du bâtiment de la place Alfred-Musset dans la nuit du 28 au 29 juin 2023. Un événement qui faisait suite aux [émeutes](#) après la mort du jeune Nahel à Nanterre cette année-là.

"C'est une très bonne nouvelle"

Pour Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen, *"c'est une très bonne nouvelle pour les habitantes et les habitants"*. Ce bureau de poste *"joue un rôle crucial dans la vie quotidienne des citoyennes et citoyens en termes d'accès aux services publics"*, complète-t-il. La surface actuelle du bâtiment provisoire est de 88m² au rez-de-chaussée et de 56m² en sous-sol. Il sera ouvert le lundi de 10h à 12h et de 14h à 17h, du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h et le samedi de 9h à 12h.

Les violences urbaines de 2023

L'incendie du bureau de poste des Hauts-de-Rouen s'est produit dans le contexte de violences urbaines qui ont *"lourdement pénalisé les habitants du quartier, privés d'un service public de proximité essentiel"*, a indiqué la municipalité. Dès 2023, le maire de Rouen avait saisi le président du groupe La Poste pour qu'une solution de réimplantation soit rapidement trouvée dans le quartier du Châtelet. Les travaux de ce bureau de poste provisoire ont été réalisés *"pour le compte de la Ville par la Société Publique Locale Rouen Normandie Aménagement Stationnement (RNAS) et ont été financés dans le cadre de la ZAC Centralité Châtelet au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPRU) à hauteur de 250 000€ HT, hors frais de gardiennage"*.

Après celle du [poste de police](#) en début d'année, cette réouverture

marque une étape importante pour le quartier, dans l'attente de la livraison de la première phase des [nouveaux aménagements urbains](#) du Châtelet attendue pour 2028. A ce moment-là, une agence postale sous une forme plus pérenne et attractive, s'installera au rez-de-chaussée du nouveau bâtiment d'activités qui sera construit à proximité du supermarché le Triangle, sur une partie des emprises libérées par la démolition de l'immeuble Rousseau en cours d'achèvement.

Rouen. Vivre en fauteuil : le parcours du combattant dans l'espace public

Margaux Fresnais

5-6 minutes

Plus de 20 ans se sont écoulés depuis la promulgation de la loi de février 2005 visant l'accessibilité des lieux publics et de l'autonomie des personnes à mobilité réduite. A l'époque, la législation promettait une accessibilité universelle en l'espace de 10 ans. Quel est le bilan dans la ville de Rouen ? Pour s'en rendre compte, nous avons suivi Francis Mouton et Jean-Luc Bréant, [tous les deux en situation de handicap et bénévoles à APF France handicap](#), dans leurs déplacements.

"J'ai dû laisser passer le bus"

Au départ de la station Léon Blum à Grand-Quevilly, les deux amis entament leur route vers le centre-ville de Rouen. Ils bénéficient tous les deux d'une assistance électrique : l'un est en scooter, l'autre en fauteuil roulant. Bien que les planchers des rames de métro soient bas, Francis Mouton rencontre quelques freins dans ses trajets quotidiens. Premier obstacle : l'ouverture des portes. *"Parfois les conducteurs rajoutent de la difficulté à nos difficultés, explique-t-il, ils n'ouvrent pas toutes les portes et comme le bouton est trop loin pour moi, je dois manœuvrer en biais pour l'atteindre."*

Après une dizaine de minutes, les deux amis s'arrêtent à la station Théâtre des Arts à Rouen. Deuxième obstacle : l'ascenseur. *"On a de la chance cette fois-ci il n'est pas en panne",* sourit Jean-Luc Bréant. Lorsqu'il ne fonctionne pas, cela rallonge le trajet initial. *"Une fois j'ai dû aller jusqu'à la Gare car il ne marchait ni à Théâtre des Arts ni à la station Gisèle Halimi, raconte Francis Mouton, j'ai dû descendre toute la rue Jeanne d'Arc, sous la pluie, pour prendre un TEOR."* Concernant les bus TEOR, bien que leur accès soit direct contrairement aux bus des années 80, qui nécessitaient de franchir deux marches pour y entrer, un arrêt trop loin du quai peut rendre la montée impossible. *"Le conducteur a refusé de s'approcher par peur pour ses portes, j'ai dû laisser passer le bus, confie le retraité, on est beaucoup dans l'adaptation."* Cependant, Jean-Luc Briant a vu [une avancée significative concernant la prise de conscience](#) des chauffeurs *(lire dans l'encadré)*. *"A la station République, le chauffeur s'est repositionné correctement près du quai pour que je puisse descendre comme il se doit",* raconte-t-il.

"On se balade, on ne consomme pas"

[En sortant du bus, le parcours continue : direction la place de la Cathédrale.](#) Troisième obstacle : les pavés. Bien qu'ils soient charmants pour des passants valides, ils deviennent un réel enfer pour eux. "Ça secoue ici", ironise Jean-Luc Briant. Selon lui, même si la situation reste surmontable en fauteuil électrique, elle est bien plus compliquée en fauteuil manuel. [Les petites roues de ces derniers se coincent souvent entre les pavés, ce qui oblige ces usagers à contourner la rue du Gros Horloge et à changer régulièrement d'itinéraire.](#) Quatrième obstacle : l'accès aux magasins dans cette rue principale. En effet, ils sont souvent exclus des boutiques à cause des marches massives, des portes trop lourdes ou trop petites et des boutons d'appel inaccessibles pour déplier la rampe d'accès. "On fait nos achats dans les centres commerciaux, confie Jean-Luc Briant, en ville on se balade mais on ne consomme pas." Pour lui, même le trottoir est un combat : certains dévers trop pointus poussent systématiquement son fauteuil vers la route, créant une fatigue physique et un danger permanent. Face à ces difficultés, chaque déplacement devient une contrainte, ce qui impose une anticipation et une adaptation constante. "Je ne me sens pas du tout en situation de handicap mais c'est la société qui me le rappelle", déplore Francis Mouton.

En raison de la loi de 2005 et des problèmes d'accessibilité qui persistent dans la Métropole Rouen Normandie, certaines institutions mettent en place des solutions afin d'améliorer le quotidien des personnes à mobilité réduite.

Les bus TEOR doivent être équipés d'un guidage optique pour s'aligner au trottoir, mais un tiers du parc est trop ancien et n'a pas encore été remplacé. "A la suite de difficultés de notre fournisseur de bus, nous sommes dans l'attente de leur livraison", [explique Transdev \(réseau des transports de la Métropole de Rouen\).](#) Malgré tout, des efforts ont été faits. Un partenariat a été créé en 2024 entre Transdev et APF France Handicap, permettant à 150 conducteurs et agents de se mettre en situation réelle face aux obstacles du quotidien. [Dorian Justin, élu chargé du handicap et de la santé mentale à la Ville de Rouen,](#) est conscient des défis qu'il reste encore à surmonter dans la ville : "Le patrimoine rouennais fait qu'on ne peut pas tout modifier mais il y a la volonté d'améliorer le quotidien et d'accompagner ces usagers comme les commerçants", affirme-t-il. [Depuis 2015, en vue de la loi de 2005, la Ville a rendu 42 % de ses établissements publics](#) conformes grâce à un investissement de neuf millions d'euros. Cependant, "il reste encore beaucoup de travail à faire à ce sujet : un plan d'accessibilité est envisagé avec l'envie que ces citoyens puissent circuler librement", conclut-il.

Human Mob veut passer à la phase industrielle

Aletheia Press

4-6 minutes

Portrait

Fondée à Rouen par Amaury Piquiot, Morgan Dauguet et Guillaume Yrondelle, Human Mob développe des véhicules électriques innovants. La start-up lève 2,5 millions d'euros pour financer son passage à l'échelle.



Morgan Dauguet, Amaury Piquiot et Guillaume Yrondelle, fondateurs, et leurs deux prototypes : le Waylibus et le Waylipro. © Aletheia Press / B.Delabre

Publié le 21 mai 2026 - Mis à jour le 21 mai 2026

Une nouvelle étape. À Rouen, la start-up Human Mob s'apprête à franchir un grand cap du passage à l'échelle. Engagée dans une levée de fonds d'un montant total de 2,5 millions d'euros, la société entend financer une présérie d'une dizaine de ses véhicules hybrides afin de les tester en conditions réelles. « *Cette levée va nous permettre d'aller expérimenter, produire une présérie et avoir un retour d'expérience avant d'industrialiser* », explique Morgan Dauguet, cofondateur de la start-up.

Le produit phare de la start-up, c'est le Waylibus, un véhicule de transport de personnes à motorisation électrique, dont les batteries sont rechargées à la force du mollet par les passagers. Il peut transporter

jusqu'à huit passagers. Le projet s'inscrit dans la continuité du «S'Cool Bus», une première expérimentation lancée il y a une dizaine d'années par Amaury Piquiot. Ce vélo collectif, importé des Pays-Bas, permettait de transporter des enfants à l'école tout en favorisant l'activité physique. Le concept a rencontré un fort engouement, avec *«plus de 40 000 enfants transportés»* et jusqu'à quinze lignes exploitées.

Transport collectif ou logistique

Mais la crise du Covid et certaines limites techniques ont conduit à repenser le modèle. *«On a été victimes de notre succès, mais aussi de contraintes opérationnelles»*, résume Amaury Piquiot, cofondateur. Human Mob naît alors avec une ambition nouvelle : concevoir des véhicules plus robustes, produits localement et adaptés à différents usages. Positionnée comme entreprise à mission, Human Mob revendique une approche centrée sur l'impact environnemental et social.

«L'idée est de proposer un service d'excellence de proximité et collectif», souligne Morgan Dauguet. Pour le transport de personnes avec le Waylibus, ou pour la logistique du dernier kilomètre avec son cousin "cargo" le Waylipro. Transport scolaire, desserte rurale, logistique urbaine ou écotourisme : les véhicules répondent à des besoins variés et séduisent. À commencer par les collectivités normandes, comme Rouen, Le Havre ou Caen. *«Le marché est là. Il nous faut maintenant les fonds pour tout mettre en place»*, sourit Morgan Dauguet.

Une présérie de dix véhicules

C'est évidemment tout l'objet de la levée de fonds conduite par la start-up. Soutenue par l'Ademe, Bpifrance et lauréat France 2030, elle compte sur le solide écosystème normand, et notamment sur l'entreprise dieppoise TechnoMap, pour assurer une production locale. L'objectif est d'atteindre, dès 2027-2028, une production à coûts maîtrisés, et proposer des véhicules à des tarifs plus accessibles. *«Aujourd'hui, nous sommes à 50 000 euros par véhicule. L'objectif, après le passage à l'échelle, c'est de tendre vers 40 000 euros»*, compte Morgan Dauguet.

La présérie devrait compter dix véhicules. 140 devraient suivre pour honorer un carnet de commandes qui se remplit déjà. Intégrant des critères de durabilité, comme l'analyse du cycle de vie ou la réparabilité des équipements, Human Mob entend en tout cas capitaliser sur un marché en plein essor, en conciliant innovation, proximité et sobriété.

Pour Aletheia Press, Benoit Delabre

Port-Jérôme. North Atlantic : les unités chimiques arrêtées pourraient redémarrer

Le Courrier Cauchois

4-5 minutes

En juin 2025, après sa première rencontre avec les salariés de la raffinerie ex-ExxonMobil, [Simon Fenner, P.-D.G. de North Atlantic France](#), promettait de "maximiser le potentiel du site de Port-Jérôme et amorcer son développement". Un an plus tard, les orientations stratégiques du groupe se précisent.

Premier axe : augmenter la capacité de production par l'optimisation des unités existantes. North Atlantic avait officiellement demandé à l'Etat une extension de 10 % de son permis d'opérer, [avant même la crise pétrolière liée à la guerre au Moyen-Orient](#) et aux tensions sur le détroit d'Ormuz. Cette évolution est rendue possible après les importants travaux réalisés lors du grand arrêt technique de 2025. "Cette hausse de notre capacité de traitement de pétrole brut nous place en capacité de mettre 12 000 tonnes de jet en plus par mois sur le marché", illustre Charles Amyot, P.-D.G. de North Atlantic Energies et président de North Atlantic Chemical.

Des huiles pour d'autres marques

Le nouveau propriétaire de la plateforme pétrolière cherche aussi à diversifier ses activités commerciales. La raffinerie ne produisant plus la Mobil 1, propriété intellectuelle d'ExxonMobil, North Atlantic dispose de capacités dans [son usine de lubrifiants](#). "Bien qu'il y ait de la concurrence avec ExxonMobil, Shell, Castrol... beaucoup de marques indépendantes ont besoin de notre savoir-faire. Des grandes marques pourraient aussi revoir leur réseau de production et revenir vers nous. Nous approchons tous ces prospects", confie Charles Amyot.

Lire aussi : [North Atlantic réussit une manœuvre jamais tentée pour ravitailler les navires sur place](#)

Sur les autres projets, il est assez discret. [North Atlantic a racheté le bloc de contrôle \(82,89 %\) à ExxonMobil](#), mais 17,11 % des parts restent cotées en Bourse. L'OPA en cours sur les parts restantes du capital impose un cadre réglementaire "extrêmement normé", obligeant à restreindre la communication.

Un redémarrage d'unités arrêtées ?

Il reconnaît tout de même que les actionnaires s'intéressent aux anciennes unités de la chimie qu'ExxonMobil a décidé d'arrêter, comme LPP (polypropylène), Vistalon, Butyl, Escorez ou encore le steamcraqueur. *"Nos actionnaires sont très curieux de savoir si ces unités pourraient être réutilisées, soit pour des projets purement chimiques ou pour le raffinage. Mais il est difficile de se projeter vu la volatilité des marchés"*, déclare le P.-D.G. de North Atlantic Energies. Tant que les unités arrêtées ne sont pas démantelées, l'industriel continue de payer des taxes.

Une nouvelle unité de SO₃

En attendant, North Atlantic profite de la mise en service de l'unité de SO₃ Safe Triox, célébrée fin mars à l'usine, dédiée à la production d'additifs pour les lubrifiants, dont la construction avait toutefois été décidée avant le rachat par North Atlantic. [Ce projet industriel de 100 millions d'euros](#), opéré par North Atlantic Chemical, a été développé pour Infineum, joint-venture entre ExxonMobil et Shell. *"Auparavant, ce SO₃ arrivait par camion. La décision de bâtir cette unité pour ne plus être dépendant de tiers avait été prise en 2022, lors d'une crise d'approvisionnement"*, contextualise Charles Amyot.

Enfin pour conjuguer montée en puissance industrielle et adaptation énergétique, North Atlantic a annoncé un plan de décarbonation de 49 millions d'euros qui s'étend jusqu'à 2030. Les investissements se répartissent entre optimisation énergétique (40 %), adaptation des unités aux biocarburants (40 %) et projets liés à l'hydrogène et au recyclage (20 %). Pendant l'arrêt de 2025, 25 millions d'euros ont été consacrés à la récupération de chaleur fatale, *"qui a permis de réduire nos émissions de CO₂ de 25 000 tonnes"*, souligne le P.-D.G. A cela s'ajoute la réduction de 10 000 tonnes de CO₂ grâce aux investissements du [grand arrêt qui vient de se terminer](#).

Le Département de la Seine-Maritime et Orange lancent leur collecte de téléphones usagés

Améline Andrieux

4-5 minutes

Chaque foyer aurait huit téléphones portables inutilisés. Le Département de la Seine-Maritime et l'opérateur Orange proposent de les récupérer via quatre points de collecte afin de les recycler et de les reconditionner.



Bertrand Bellanger et Rémy Colaprete ont donné mardi 19 mai 2026 le coup d'envoi de l'opération de collecte de téléphones en Seine-Maritime.
- PND



Par Améline Andrieux

Publié: 19 Mai 2026 à 13h59 Temps de lecture: 2 min

Le Département de la Seine-Maritime s'allie à l'opérateur Orange pour mettre en place des collectes de téléphones inutilisés. Lors du lancement de l'opération, mardi 19 mai 2026 à Rouen, le président du Département, Bertrand Bellanger, s'est félicité d'« ouvrir une nouvelle phase de

collaboration sur une thématique qui nous est chère : l'économie circulaire ». Il met en avant l'entremêlement entre le recyclage et la citoyenneté : « Pouvoir les recycler est un acte citoyen », souligne-t-il. Quatre points de collecte permettent de « vivre l'économie circulaire comme un acte citoyen et non pas comme une contrainte ».*

« Un emploi tous les 25 000 téléphones »

L'Atelier de Bocage se chargera du reconditionnement et de la revente des appareils. Pour le délégué régional Orange Normandie, Rémy Colaprete, l'opération permettra aussi de recycler « *des composants extrêmement rares et d'autres extrêmement dangereux* », dont l'extraction a un coût écologique important. En plus d'entraîner des bienfaits environnementaux, Rémy Colaprete affirme qu'« *un emploi est créé tous les 25 000 téléphones recyclés* ».

En 2025, Orange a collecté 5596 téléphones mobiles, dont 1901 en Seine-Maritime. Depuis 2010, ce sont 8 millions de téléphones qui ont été récupérés en France. Soit plus de cinq cents tonnes de déchets recyclés.

Les points de collecte : Hôtel du département de Seine-Maritime, à Rouen ; Pôle culturel Grammont, à Rouen ; Pôle social Geneviève Anthoinz-de-Gaulle, au Havre ; Centre Médico-Social, à Lillebonne.

Lire aussi



[Barrage retour contre Laval : les supporters du FCR n'auront que 600 places](#)



Les salariés d'Euroapi en lutte pour sauver des emplois

Frédérique Thullier

5-6 minutes

Les salariés d'Euroapi, près d'Elbeuf, cesseront le travail quatre heures jeudi 21 mai 2026. En cause, des licenciements dus à la baisse d'activité de l'entreprise pharmaceutique confrontée à la concurrence asiatique.



Les représentants de l'intersyndicale : Christophe Duvivier (CFDT), Vincent Pochon (Sud Chimie) et Yohann Petit (CGT). - Paris Normandie



Par [Frédérique Thullier](#)

Publié: 20 Mai 2026 à 06h21 Temps de lecture: 1 min

Mi-mars 2026, la direction de l'usine pharmaceutique Euroapi, à Saint-Aubin-lès-Elbeuf, a annoncé l'ouverture d'un Plan de sauvegarde de l'emploi. L'intersyndicale Sud Chimie-CGT-CFDT s'inquiète pour les 30 suppressions de postes « *qui vont perturber la production* » et pour les procédures disciplinaires qui s'enchaînent, depuis le début de l'année, en nombre inédit.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

[Euroapi](#) fabrique essentiellement de la pristinamycine, un antibiotique utilisé dans les infections respiratoires, et de la vitamine B12, essentielle au bon fonctionnement du cerveau et utilisée comme complément alimentaire pour ceux qui ne consomment pas de produits carnés.

Chute des ventes

« [Euroapi](#) fabrique 50 à 60 tonnes par an de pristinamycine, détaille Yann Petit (CGT), secrétaire du CSE (Comité social et économique). La production de vitamine B12 a chuté de 70 % ; elle était de 10 tonnes en 2025 et sera de 3,5 tonnes cette année. La direction justifie le PSE par la baisse des ventes. »

Cette baisse s'explique, selon les syndicalistes, par les productions asiatiques « qui inondent le marché. Elles sont vendues moins cher que le coût de revient. Nous sommes la dernière usine en Europe à produire la vitamine B12 et le jour où nous coulerons, non seulement les prix asiatiques monteront en flèche mais nous perdrons encore en autonomie européenne. »

« Le système devient répressif. C'est une chasse aux sorcières. Tout le monde peut être touché, pour tout ou pour rien. »

Vincent Pochon, Trésorier du CSE et représentant Sud Chimie

Le PSE prévoit 30 suppressions de postes dont 20 licenciements secs. Auxquels s'ajoutent, depuis quelques mois, les renvois dans le cadre de procédures disciplinaires.

« Huit depuis janvier avec cinq licenciements et une mise à pied, je n'ai jamais vu ça depuis quarante ans que je travaille à Euroapi », intervient Christophe Duvivier (CFDT).



L'usine Euroapi fabrique essentiellement de la pristinamycine et de la vitamine B12. - Paris Normandie

« On fait vite le rapprochement avec le PSE, ajoute Vincent Pochon (Sud Chimie), trésorier du CSE. Le système devient répressif. C'est une chasse aux sorcières. Tout le monde peut être touché, pour tout ou pour rien. »

« Silence radio »

Les syndicalistes reprochent également à leur direction son manque de communication. « *Depuis le mail du 18 mars annonçant le PSE, c'est silence radio, constate Vincent Pochon. La direction ne joue pas le jeu. Nous n'avons pas les infos en amont des réunions.* »

Selon les salariés, Euroapi compte faire 3,7 M€ d'économie grâce au PSE. « *Après, il y aura les renégociations des accords et elle espère 3,8 M€ d'économie. Cela nous promet une année 2026 très difficile.* »

Lire aussi



[À Caudebec-lès-Elbeuf, des débuts prometteurs pour le nouveau salon de thé Mel's café et brunch](#)



[Le meurtrier de son voisin condamné à dix-huit ans de réclusion criminelle](#)

Mouvement social au sein la société Kalmar France au Havre : les grévistes obtiennent gain de cause

Suzelle Gaube

~2 minutes

Ils demandaient que leur prime à l'intéressement soit égale à celle touchée en 2023. À cette époque, la société Kalmar France, entreprise de matériel portuaire de gros tonnage, avait fait une année record en termes de bénéfice : soit 1,4 M €. Les salariés avaient alors touché une prime d'environ 5 000 € chacun. Avec un bénéfice de 2,5 M € en 2025, les salariés s'attendaient à avoir une prime au moins équivalente à celle de 2023. D'autant que leur direction leur avait précisé qu'ils allaient être récompensés, affirment plusieurs salariés [havrais](#).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Deux réunions avec la direction

Mais la direction leur aurait finalement proposé une prime de 1 300 € brut. [Après un début de grève lundi 18 mai 2026](#), les salariés havrais et des autres agences l'ont finalement arrêté mercredi 20 mai 2026, ayant obtenu gain de cause, comme le confirment les salariés. Après deux réunions mercredi 20 mai 2026 au matin, la direction a affirmé qu'ils allaient bien leur verser les 5 000 € de prime chacun.

Contactée par Paris Normandie, la direction de Kalmar France n'a pas répondu à nos sollicitations, à ce stade.

Dans l'attente du futur tracé de la LNPN, des riverains craignent des expropriations et des projets immobilier

Manon Loubet

4-6 minutes

Alors que le projet de la Ligne Nouvelle Paris Normandie a été relancé en janvier 2026, des habitants et des élus sont inquiets des conséquences du futur tracé sur le secteur de Roumare. Des projets immobiliers sont à l'arrêt et des habitants redoutent des expropriations.

Les habitants de Roumare sont les premiers menacés par cette Ligne Nouvelle Paris Normandie (LNPN). Depuis le temps que ce projet est en suspens, certains riverains ne se sont pas inquiétés lors de l'achat de leur maison, pensant même que cette idée était passée à la trappe.

Dans un nouveau lotissement, flambant neuf, en pleine nature tout en étant à proximité de Rouen, certains particuliers ont même obtenu un permis de construire avant la mise en place de l'arrêté qui suspend les travaux des nouveaux terrains.

Sans même le savoir, ils ont acheté un terrain qui pourrait à l'avenir, être détruit par le nouveau tracé de la LNPN, selon le scénario choisi.

"On vient justement d'acheter, c'était une question qu'on avait posée. La ligne de train, si elle était amenée à passer, on nous a dit que ça allait être quand même vachement plus loin", explique un nouvel habitant du quartier depuis 3 mois.

Dans cette commune située au Nord-Ouest de Rouen, le maire Jean-Paul Couiller, mais aussi des promoteurs immobiliers se mobilisent pour la reprise de la commercialisation du quartier.

Sur 37 terrains, 15 sont non commercialisables tant que le tracé final de la LNPN n'est pas voté. Blocage et incertitude qui mettent à mal le développement et l'économie de la commune. *"Aujourd'hui, la valeur restante de vente de terrains est d'environ 1 million 300 000 euros. Cet argent bien évidemment on le doit à la banque qui logiquement nous accorde des ouvertures de crédit de 24 mois mais là on est bien au-delà",* a confié Raynald Hautot, directeur général RJP-bien immo, après 4 ans et demi de crédit.

VIDÉO. Reportage de Véronique Arnould et Olivier Flavien :



Le projet de la LNPN bloque des projets immobiliers. • ©Olivier Flavien/FTV

C'est la moitié du quartier qui est bloqué dans l'attente d'un choix entre les 5 scénarios de tracés proposés. Cet agent immobilier est impatient de connaître la décision finale afin d'éventuellement, reprendre la construction des 15 terrains restants.

Cette ligne nouvelle Paris-Normandie qui permettrait de relier Paris-Le Havre en moins de deux heures, flotte dans l'attente de sa création depuis 2009. C'est le 9 janvier dernier que le projet refait surface à la suite du Comité de pilotage.

Le comité s'est tenu avec pour objectif de refonder le projet après les bisbilles avec [Valérie Pécresse et la Région Île-de-France](#).

Au fur et à mesure de la relance du projet de cette ligne normande, 64 communes s'opposent à sa création si aucune autre proposition de tracé n'est envisagée. Jusqu'ici, 4 scénarios de tracés ont été imaginés bloquant tous les projets du secteur.

L'association "LNPN oui, mais pas à n'importe quel prix" propose un cinquième scénario, à l'initiative de Jean-Paul Couiller, maire de Roumare, par l'extension de 5 km d'un tunnel déjà existant pour le passage du train.

Ce tracé permettrait de ne pas exproprier les résidents du nouveau lotissement de Roumare mais également, de ne pas empiéter sur les parcelles agricoles de toutes les communes alentour, principales sources d'économie du secteur Nord-Ouest de Rouen.

"Bien sûr, ça a un coût supplémentaire (...) mais c'est sans doute à la fois la garantie d'une acceptation du projet sur notre territoire et de la non-destruction de nos terres agricoles », indique Gérard Leseul, député et président de l'association « LNPN oui, mais pas à n'importe quel prix."

Bien que les membres de l'association soient encore dans le flou parmi les différents scénarios possibles, c'est déjà une victoire pour les communes du secteur que SNCF Réseau ait accepté d'étudier le coût de

ce cinquième tracé.

À l'automne prochain, le tracé devrait se préciser permettant d'enfin lever les restrictions sur les projets du secteur.

Avec Véronique Arnould et Sarah Holleville

Yerville. Une trentenaire est portée disparue et est activement recherchée

Julie Hervieux

1-2 minutes

Une Yervillaise est portée disparue depuis mardi 19 mai. La gendarmerie nationale lance un appel à témoins ce mercredi 20 mai.

Une disparition inquiétante

Marjolaine Richard, âgée de 33 ans, fait l'objet d'une disparition inquiétante. La jeune femme a quitté son domicile à bord de son véhicule, une Volkswagen Polo de couleur grise immatriculée HD-082-YT, ce mardi 19 mai à 23h30 et ne donne plus signe de vie. Elle mesure 1,65m, avait les cheveux longs blonds attachés, a les yeux bleus et porte des lunettes de vue avec une monture marron. Marjolaine Richard a un tatouage Mandala de couleur noire sur l'ensemble de l'avant-bras gauche et un tatouage Minnie sur le mollet droit. Elle était habillée d'un jean slim bleu, d'un pull noir, de baskets Nike roses et blanches et d'une doudoune marron avec fourrure.

Si vous avez des informations ou l'apercevez, veuillez contacter la brigade de proximité d'Yerville au 02 35 96 84 12 ou composer le 17.

Faux coursiers, faux conseillers bancaires... de la prévention aux escroqueries auprès des seniors

Suzelle Gaube

6-7 minutes

Mercredi 20 mai 2026, à Saint-Romain-de-Colbosc, des dizaines de retraités ont répondu présents à la séance de prévention aux escroqueries, à l'initiative de la compagnie de gendarmerie du Havre. Une réunion animée par la brigade de protection des aînés.



Mercredi 20 mai 2026, à Saint-Romain-de-Colbosc, une cinquantaine de seniors ont assisté à une session animée par des gendarmes pour faire de la prévention au sujet des escroqueries. - Suzelle Gaube/Paris Normandie



Par [Suzelle Gaube](#)

Publié: 20 Mai 2026 à 19h31 Temps de lecture: 2 min

Vous pouvez redonner le numéro de téléphone de la plateforme pour faire opposition sur sa carte bancaire ? » Une demande d'une participante à une réunion de prévention aux escroqueries organisée, mercredi 20 mai 2026 pendant toute une matinée, à la [salle Siroco à Saint-Romain-de-Colbosc](#). Cette participante, c'est Céline Poret, adjointe

au maire de Yébleron, chargée des affaires sociales. *« Je suis venue sur demande de notre maire, Nathalie Lemesle. C'est une thématique qui nous intéresse, raconte-t-elle. On a une résidence autonomie sur notre territoire. Je viens un peu en sous-marin pour savoir ce qu'il s'y dit. Et je constate que ça pourrait être intéressant que les gendarmes fassent de la prévention dans notre résidence autonomie, et plus largement dans la commune »*. Même son de cloche pour la municipalité d'Épouville, également présente.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Une session animée par la brigade de protection des aînés

À l'initiative de la compagnie de gendarmerie du Havre, le major Pievache de [la brigade de protection des aînés, avec des militaires de la brigade de Saint-Romain](#), leur [donne des conseils pour « ne pas tomber dans le panneau »](#). [Escroquerie aux faux coursiers](#), aux faux conseillers bancaires... depuis 2025 dans la région du Havre comme au national ce genre d'escroquerie devient monnaie courante. Dont une qui a défrayé la chronique : [vingt-six faits recensés pour 100 000 € de préjudice estimé](#).

« Il y a des choses qu'on ne connaissait pas »

C'est le cas de Christine et Martine, toutes deux âgées de 74 ans. Deux voisines qui habitent Sandouville. *« J'ai eu connaissance de cette session de prévention avec l'application Panneau pocket sur laquelle la municipalité nous en a informés »*, explique Christine qui a entraîné Martine. *« Il y a des choses qu'on ne connaissait pas, comme le numéro interbancaire (0892 705 705) pour faire opposition sur sa carte bancaire. Le gendarme nous conseille de l'enregistrer dans notre téléphone pour l'avoir sous la main. C'est une bonne idée »*, estime Christine. Projeté sur un grand écran, c'est un numéro qu'ont pris en photo plusieurs participants.

Il ne faut « pas non plus tomber dans la paranoïa »

Pour Martine et Christine, il ne faut *« pas non plus tomber dans la paranoïa »* : *« Ils nous conseillent de fermer les volets quand on sort, ne serait-ce qu'un court moment. C'est un peu trop »*. Ne serait-ce que fermer son portail, c'est un réflexe que n'ont pas Gilbert, 69 ans et Lydia, 67 ans : *« On y pense, mais on ne le fait pas, davantage pas flemme. Et parce qu'on se dit que ça n'arrive qu'aux autres »*. Ce couple est venu d'Oudalle *« parce que c'est toujours bon d'en apprendre dans ce domaine. Et pour être plus performant dans le domaine de la méfiance »*, sourit Gilbert.

Des seniors « très vigilants »

D'autres sont carrément venus en groupe, comme plusieurs membres du club des aînés de Saint-Aubin-Routot. A l'image de Patricia, 71 ans et Martine, 69 ans. Patricia, habitante de Saint-Romain-de-Colbosc se dit « *très vigilante* », surtout depuis qu'elle a appris qu'elle faisait partie des 1,2 million de personnes dont les données avaient été piratées via le site des impôts. « *Depuis, je vérifie mes comptes tous les jours, ne cache-t-elle pas. L'escroquerie touche tous les domaines, c'est de la folie !* »

Lire aussi

[Dix minutes pour que ça « matche » : au Havre, comment un speed dating vise à favoriser l'installation de jeunes médecins](#)

[Plein Phare Out : danse contemporaine, hip-hop et cirque en accès libre au Havre](#)

[Après l'incendie et la fermeture de la clinique Tous Vents, l'hôpital de Lillebonne prépare sa relance](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Saint-Romain-de-Colbosc \(Seine-Maritime\) Le Havre](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Dix minutes pour que ça « matche » : au Havre, comment un speed dating vise à favoriser l'installation de jeunes médecins](#)

PN

Soupçon de détournement de fonds publics : une enquête ouverte sur Édouard Philippe par le Parquet national financier

Pierre-Maxime Leprovost

6-8 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Un juge d'instruction va enquêter sur Édouard Philippe pour des faits présumés de détournement de fonds publics, favoritisme, prise illégale d'intérêt et concussion (malversation d'un fonctionnaire) au Havre (Seine-Maritime), ville dont il est maire, a annoncé mardi 19 mai 2026 le Parquet national financier (PNF) à l'AFP.



Edouard Philippe, maire du Havre (Seine-Maritime), président d'Horizons et candidat déclaré à l'élection présidentielle de 2027, va faire l'objet d'une enquête du Parquet national financier. | VALERY HACHE / AFP

Modifié le 20/05/2026 à 08h16 Publié le 19/05/2026 à 18h59

Une enquête va être menée sur Édouard Philippe par un juge d'instruction pour des faits présumés de détournement de fonds publics, favoritisme, prise illégale d'intérêt et concussion (malversation d'un fonctionnaire) au Havre, en Seine-Maritime, ville dont il est maire. L'annonce a été faite mardi 19 mai 2026 par le Parquet national financier (PNF) à l'Agence France-Presse (AFP).

L'affaire remonte à septembre 2023, lorsqu'une lanceuse d'alerte avait dénoncé ces faits présumés auprès du PNF. Ce dernier avait ouvert une

enquête et mené des perquisitions en avril 2024. Puis elle avait déposé une plainte en juin 2025, avec constitution de partie civile. Étaient également visées par la plainte Stéphanie de Bazelaire, adjointe chargée de l'innovation et du numérique et Claire-Sophie Tacias, directrice générale des services de la communauté urbaine du Havre Seine Métropole.

Début de l'histoire en juillet 2020

Depuis le début de l'enquête, ces faits sont contestés par l'ancien Premier ministre et actuel maire Horizons du Havre. Contacté mardi par l'AFP, son avocat Emmanuel Marsigny n'a pas souhaité réagir. Des membres de son entourage ont ajouté qu'il «répondra bien évidemment à toutes les questions que posera la justice».

Lire aussi : [Présidentielle 2027 : une quarantaine de candidats prêts à se lancer... Pourquoi y a-t-il autant de prétendants ?](#)

Les soupçons portent sur une convention d'objectifs pluriannuelle pour l'animation de la Cité numérique du Havre signée en juillet 2020, notamment par Edouard Philippe, président de la communauté urbaine et Stéphanie de Bazelaire, comme présidente bénévole de l'association LH French Tech. Créée en juillet 2020, cette entité a été désignée pour cette mission après un appel à manifestation d'intérêt lancé par la communauté urbaine en mars 2020 et dans le cadre d'un service d'intérêt économique général (SIEG). Seule candidate, l'association devait toucher 2,154 millions d'euros de compensation de service public pour mener des projets.

Le conflit d'intérêts «semble absolument évident», avait estimé à l'époque la lanceuse d'alerte, alors directrice générale adjointe à la communauté urbaine de septembre 2020 à avril 2023. Elle soulignait à cette époque que «c'est le maire et son adjointe qui», en tant que présidente de l'association, allaient «avoir la main sur des sommes considérables» pour «des activités qui peuvent concerner ses fonctions à la ville».

Des chalets pour loger les ouvriers du chantier de Penly : le président de la Seine-Maritime a visité les lieux

Sébastien Aliome

5-6 minutes

L'extension de la maison de santé et la réhabilitation des chalets ont été présentées au président du Département de la Seine-Maritime lors de sa visite à Londinières.

Sur le même thème

[Pays de Bray](#)

[Travaux](#)

Article réservé aux abonnés



Armelle Biloquet et Nicolas Bertrand ont accueilli le président du Département pour une journée entière en Pays de Bray. ©Le Réveil

Par [Sébastien Aliome](#) Publié le 20 mai 2026 à 11h32

Le **lundi 18 mai 2026**, plusieurs élus et le président du **Département de la Seine-Maritime** étaient en vadrouille dans le [Pays de Bray](#). Toute la journée, ils ont enchaîné les visites et rencontres, dont une à [Londinières](#) axée sur l'extension de la maison de santé et sur les travaux de réhabilitation des chalets.

Des chalets pour les ouvriers de Penly

Le chantier des chalets avance dans les délais prévus et s'avère

important pour accueillir à terme des ouvriers du grand **chantier de l'EPR de Penly**.

C'est d'ailleurs à ce titre que la Ville de Londinières a entamé ce vaste rafraîchissement des 6 logements pouvant accueillir jusqu'à 26 personnes. « Cela illustre assez bien notre volonté d'accueillir celles et ceux qui travaillent sur l'EPR. C'est important d'intégrer notre territoire et en particulier celui de la communauté de communes de Londinières dans l'aire de réalisation du chantier de Penly » a déclaré **Bertrand Bellanger**, président du Département de la Seine-Maritime, lors de sa visite.



Visite du président du Département dans les chalets en réhabilitation à Londinières. ©Le Réveil

La collectivité départementale, représentée également ce jour par les deux conseillers locaux, **Armelle Biloquet** et [Nicolas Bertrand](#), a d'ailleurs financé cette réhabilitation à hauteur 122 000 euros.

Des panneaux solaires sur les chalets

De son côté, EDF a participé avec une enveloppe de 100 000 euros pour un montant total de 427 000 euros. « Il y avait certains endroits où on pouvait voir de la pourriture. Nous travaillons donc sur l'isolation par l'extérieur et sur la mise aux normes » expliquait **Olivier Boinet** dont l'entreprise basée à Wanchy-Capval se charge de la partie menuiserie.

Sur ces **chalets**, sont également installés des panneaux photovoltaïques, « qui permettront d'alimenter le site. le surplus sera redistribué pour les bâtiments communaux » a souligné Armelle Biloquet, maire.





Les chalets se refont une beauté. ©Le Réveil

La fin des travaux est prévue pour l'automne prochain. Enfin, si ces chalets sont plutôt dédiés à la main-d'œuvre du chantier de la centrale de Penly, « afin de répondre à un besoin immédiat » a fait savoir l'édile, ils pourront ensuite se destiner à un tourisme vert, l'emplacement étant idéal puisque juste au bord de l'Eaulne.

La maison de santé s'agrandit

Avant cette visite, et en présence de plusieurs maires du territoire, le **président du Département** a fait un arrêt au niveau de l'extension de la maison de santé.

Là aussi, le chantier progresse dans les temps. À terme, l'équipement va voir sa surface augmenter. De 600 m², elle passera à 950 m², soit une extension de 350 m². Les plans ont été montrés à Bertrand Bellanger qui a pu constater l'avancée de la construction.

Grâce à ces travaux, l'équipement pourra accueillir 7 médecins, contre 4 aujourd'hui, et proposera 11 salles contre 7 actuellement pour des activités paramédicales.

La partie actuelle sera consacrée au médical et l'extension au paramédical.

Les travaux devraient être en grande partie terminés pour le début de l'été, et la bascule des praticiens d'une partie à l'autre du bâtiment pourra se faire à ce moment-là. L'ensemble de la maison de santé sera opérationnel en septembre.



La venue de Bertrand Bellanger a débuté au niveau de l'extension de la maison de santé. ©Le Réveil

« Devant l'extension, il y aura une petite place avec un espace de verdure, des bancs... » décrivait Armelle Biloquet. Pour cette extension, le coût est de 1,5 million d'euros avec un reste à charge pour la communauté de communes d'environ 300 000 euros.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Éclairage nocturne : cette commune a décidé de rallumer la lumière avec une solution innovante

Myriam Libert

3-4 minutes

La mairie de Bolbec, près du Havre, a décidé d'équiper la commune de lampadaires à LED (Light Emitting Diode qui se traduit par diode électroluminescente). Ces diodes lumineuses permettent de moduler l'intensité de l'éclairage, et de faire des économies d'énergie. L'éclairage nocturne était au cœur de la dernière campagne municipale.

Une lueur dans la nuit des Bolbécais. Pendant quatre ans, la ville de Bolbec, située dans l'arrondissement du Havre, avait réduit son éclairage nocturne, à l'instar de nombreuses communes en France soucieuses de faire des économies et de préserver l'environnement.

Mais depuis quelques jours, l'éclairage public a fait son grand retour dans les rues de la commune. Les lampadaires ont repris du service au cœur de la nuit.

"On passe à 22h30 à 80% d'intensité lumineuse, ce qui permet de faire une première économie d'énergie. Puis à 23h30, quand toute la ville se coupe, certaines sont télégérées et tombent à 30% d'intensité lumineuse jusqu'à 5h30 du matin", explique Ludovic Fortier, le directeur des services techniques de Bolbec.

Les lampadaires varient donc en intensité selon les quartiers et les horaires, grâce à des LED pilotés à distance.

Les LED consomment six fois moins d'énergie que les anciennes lampes halogènes. *"Quand on passe de 80% à 30% d'intensité lumineuse la nuit, ça génère une économie de 42%"* poursuit le technicien.

VIDÉO. Reportage de L.Dolan et J.Rousseau :

durée de la vidéo : 00h02mn02s





La ville de Bolbec se dote de lampadaires à leds pour son éclairage nocturne • ©France Télévisions

Après avoir coupé l'éclairage nocturne en 2022 pour des raisons économiques, la mairie décide finalement un an plus tard de remettre la lumière, face à la demande d'une partie des habitants se sentant en insécurité. Une volte-face qui a un coût : 380 000 euros d'investissement chaque année. Une décision assumée par la municipalité.

On a une démarche volontariste de transformer tout l'éclairage parce qu'il le faut. C'est important pour faire des économies, mais aussi pour la biodiversité et la sécurité.

Christophe Doré, maire (SE) de Bolbec

L'hyper centre et certains passages piétons sont éclairés la nuit. D'autres quartiers restent plongés dans le noir à partir de 23h30.

Certains habitants se sentent en insécurité dans la pénombre, pourtant aucune étude scientifique ne montre de liens entre l'éclairage et la délinquance.

"Pour un certain nombre de faits de délinquance, je ne trouve pas d'impact tout simplement. Le seul fait pour lequel je trouve un impact, c'est les cambriolages. Donc je trouve que l'extinction augmente les cambriolages, mais ça reste très marginal" argumente Chloé Beaudet, chercheuse doctorante en économie de l'environnement à l'INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement).

Cette augmentation est de l'ordre de 0,035%.

À terme, la ville de Bolbec prévoit d'équiper toute la commune de lampadaires à LED.

Avec Lara Dolan

"On n'aura plus d'arbres" : la future ligne électrique inquiète ces riverains à Touffreville-sur-Eu

Rayane Beyly

6-7 minutes

La ligne électrique à très haute tension entre Petit-Caux et Amiens doit être construite dans les prochaines années par RTE. Rencontre avec des riverains directement impactés.

Sur le même thème

[Électricité](#)

[Travaux](#)

Article réservé aux abonnés



Le tracé retenu pour la future ligne électrique à très haute tension entre Amiens et Petit-Caux impliquera d'abattre des arbres sur le terrain de ces habitants de Touffreville-sur-Eu. ©Rayane Beyly

Par [Rayane Beyly](#) Publié le 20 mai 2026 à 18h46

En plus de quarante ans de vie commune dans leur maison, ils en ont eu des visites ! Mais l'une des dernières en date n'a pas du tout plu à **Francine et José Adam.**

Une **ligne électrique aérienne à très haute tension (THT)** d'environ **80 kilomètres et d'une puissance de 400 000 volts** doit, pour rappel, [être mise en place dans les prochaines années entre Petit-Caux et Amiens](#) afin de renforcer les besoins en électricité entre la Normandie et les

Hauts-de-France.

Le couple de retraités, qui habite à Touffreville-sur-Eu, a ainsi reçu, en avril, la visite de **Réseau de Transport d'Électricité (RTE)**, gestionnaire du réseau public de transport d'électricité haute tension en France métropolitaine.

RTE leur a proposé une indemnisation

« C'était la première fois que RTE nous rendait visite, avec deux géomètres et le maire de notre commune. On nous a expliqué que notre terrain sera impacté par le projet de ligne. Une dizaine d'arbres de notre pâture devront être coupés. Ce qui nous a interpellés, c'est que RTE ne nous verserait qu'**entre 10 000 et 15 000 euros d'indemnisation**, alors qu'on ne va plus avoir aucun arbre et que notre maison sera dévaluée. On nous a dit qu'il faut savoir se sacrifier pour que le projet aboutisse », désespère Francine Adam.

Comme d'autres riverains directement concernés par la présence de [la future ligne électrique, dont le tracé retenu traversera la forêt d'Eu](#), le couple s'est vu demander par RTE de signer prochainement une convention de passage.

On refusera de signer. Nous avons déjà une ligne électrique qui a été construite après notre arrivée ici.

« Les **conventions de passage** permettent principalement de définir les conditions d'accès pour l'entretien notamment des emprises sous les lignes électriques. Elles fixent également le montant des indemnités financières et sont recherchées dans le cadre d'accords amiables avec les propriétaires concernés. Une **commission indépendante, pilotée par la préfecture de la Somme et créée par arrêté interpréfectoral**, sera mise en place afin d'évaluer et d'indemniser le préjudice éventuel », rassure le service communication de RTE, joint par notre rédaction.

Le cas de ces riverains reste **une « situation rare »** que le gestionnaire a essayé d'éviter au maximum. « Mais à certains endroits, les contraintes étaient tellement fortes qu'il n'y avait pas d'autres choix que de se rapprocher de certains boisements ».

« On refusera de signer, assure José Adam. Depuis que RTE est passé, on ne pense qu'à ça et au fait que notre maison sera invendable. Nous avons déjà une ligne électrique qui a été construite après notre arrivée ici, à une centaine de mètres de notre terrain ».

Si le projet **n'implique pas la construction de pylônes** devant leur terrain, cette future ligne sera à moins de cent mètres de chez eux cette fois-ci.

Accord amiable ou servitude

Refuser la convention de passage reste possible, mais cela ne peut faire avorter le projet.

« Les équipes de RTE s'efforcent de trouver un terrain d'entente afin de parvenir à la conclusion d'un accord amiable. Si toutefois, ce dernier n'était pas possible, alors la procédure de mise en servitude s'appuyant sur la déclaration d'utilité publique pourra être appliquée », précise à ce sujet le service communication de RTE.

Désarmés, Francine et José Adam ont contacté récemment **l'association Stop THT 76 – 80**. Depuis trois ans, cette dernière, composée d'avocats en droit de l'environnement et de plusieurs experts, milite pour freiner le projet de RTE.

La construction de la ligne THT a déjà été largement contestée par Stop THT 76-80.

La destruction de plusieurs hectares forestiers et l'impact sur la faune locale, notamment sur **une espèce de busard protégée en France**, font partie des arguments avancés.

« On conseille aux riverains concernés par des visites de RTE de ne rien signer. L'empressement de RTE pour obtenir ces accords de passage est une manière de sécuriser davantage le projet d'un point de vue juridique », assure [Sylvain Finet, président de Stop THT 76-80](#).

Début du chantier en 2028

Après une enquête publique en septembre dernier, RTE reste dans l'attente d'une décision des représentants de l'Etat sur la **déclaration d'utilité publique (DUP)** des travaux prévus.

« Une nouvelle phase de participation du public sera ouverte en 2027, à l'occasion de la demande d'autorisation environnementale. Cette étape est essentielle pour continuer à recueillir les avis des riverains et intégrer leurs contributions dans le projet », ajoute le gestionnaire d'électricité.

Les travaux sont programmés **entre le courant de l'année 2028 et la fin d'année 2034**.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Ce dos-d'âne exaspère un riverain : cette mairie de Seine-Maritime va devoir faire des travaux

Maxime Cartier

3-4 minutes

Après des années de procédures, cet habitant d'Aubermesnil-Beaumais (Seine-Maritime) a obtenu gain de cause. Des travaux vont devoir être faits pour le dos-d'âne près de chez lui.

Sur le même thème

[Circulation](#)

[Sécurité routière](#)

Article réservé aux abonnés



À cause de ce dos-d'âne, Pascal Truchot voit l'eau investir sa cour lors de fortes précipitations à Aubermesnil-Beaumais (Seine-Maritime). ©Les Informations dieppoises

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 20 mai 2026 à 19h08

Neuf mois. C'est le délai qui est imposé à la municipalité d'[Aubermesnil-Beaumais \(Seine-Maritime\)](#) pour mettre fin au dommage causé à Pascal Truchot, habitant de la **route de Quévremont**. Un jugement a en effet été prononcé le 9 avril 2026 par le tribunal administratif. Le riverain se plaint depuis plusieurs années d'un dos-d'âne situé à quelques mètres de chez lui. Outre les nuisances sonores qu'il dit subir, l'habitant pointe surtout du doigt la conformité de cette installation routière.

L'eau s'invite dans sa cour

D'après Pascal Truchot, qui réside dans la commune depuis 40 ans, le dos-d'âne a été conçu en 2010.

Le Seinomarin en est convaincu, le dos-d'âne « n'est pas réglementaire d'après le constat d'huissier, il est à 15 cm de hauteur alors que la règle, c'est dix centimètres et encore, je pense qu'il est plus haut ».

Mais c'est un tout autre problème qui perturbe la tranquillité du riverain. Sa cour se retrouve inondée lors de fortes précipitations.

« Toute l'eau est bloquée par le dos-d'âne et elle s'accumule dans ma cour », se désole-t-il.

Ce n'est qu'à partir de 2017 qu'il dresse ce constat. Il a donc naturellement contacté la mairie, mais la situation bloque.

Il multiplie les démarches en sollicitant un médiateur, un défenseur des droits dans l'espoir que des travaux soient lancés... jusqu'à finir par saisir le tribunal administratif en décembre 2023.

« Je voulais qu'on trouve une solution à l'amiable », déclare pourtant Pascal Truchot.

La maire de la commune, Isabelle Dubufresnil, indique tout de même avoir déjà proposé par le passé des travaux, « qu'il a refusés », se défend-elle. Elle ajoute par ailleurs que la conformité du dos-d'âne n'a pas posé question lors du jugement. Rien ne dit donc qu'il n'est pas aux normes.

Une intervention prévue

À l'issue du jugement, la municipalité va devoir indemniser Pascal Truchot mais également mettre fin au dommage. Pascal Truchot ne serait pas contre le voir détruit et déplacé quelques mètres plus loin.

La maire affirme que ce ne sera pas le cas et « que comme nous l'avons toujours souhaité, nous allons faire en sorte qu'il n'y ait plus de problème de ruissellement ».

La signalétique mentionnant la présence d'un dos-d'âne sera aussi remise en place.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Près de Rouen : des mesures pour lutter contre la baisse démographique dans cette commune en bord de Seine

Emilien Jacques

5-7 minutes

Pour lutter contre la baisse de la démographie, les élus de La Bouille travaillent à réaménager le centre du village. Des projets pourraient bientôt se concrétiser.

Sur le même thème

[Démographie](#)

[Logement](#)

Article réservé aux abonnés



Les élus de La Bouille (Seine-Maritime) travaillent sur de nouvelles mesures pour lutter contre la baisse démographique. ©Emilien Jacques

Par [Emilien Jacques](#) Publié le 20 mai 2026 à 22h09

La commune de [La Bouille \(Seine-Maritime\)](#) a beau être un **village paisible** où le calme règne en maître, elle n'en reste pas moins **dynamique** de par l'activité touristique d'abord, mais aussi par la volonté des équipes municipales d'aménager le **cœur du village**. À l'image du grand parc urbain dont les travaux ont débuté à la fin de l'année 2025, et qui [redessiner le visage du centre-bourg](#). Si ce chantier colossal constitue naturellement la priorité des élus depuis l'instauration en 2019 du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) à l'échelle de la Métropole, ces derniers planchent en coulisse sur d'autres

projets, notamment pour [endiguer la baisse démographique](#).

En effet, de **nouveaux logements** pourraient sortir de terre dans l'objectif de diversifier une offre restreinte à l'heure actuelle, mais également d'enrayer la **décroissance démographique** locale.

Un immeuble avec vue sur la Seine

Situées juste à côté du futur parc, face à la mairie et entre la rue de la République et les **quais de Seine**, deux parcelles ont été acquises par la municipalité au début des années 2020.

Après des échanges avec un **promoteur** et les Architectes des bâtiments de France, un **projet immobilier** est né. « On voulait que le futur **immeuble** s'insère bien dans l'environnement », entame le maire de La Bouille, Clément Bouvet.

L'immeuble mentionné par le premier élu est constitué de **14 logements** sur deux étages, et doté de deux ascenseurs. **Trente places de stationnement**, accessibles en voiture par la rue de la République, ou à pied par les quais de Seine, seront créées.

À noter que ce projet sera en **accession à la propriété**, une offre inexistante sur la commune à ce jour.

Une nouvelle offre de santé

Ce nouveau bâtiment, idéalement placé au centre du village, doit également accueillir un **cabinet dentaire**. « Deux professionnels sont entrés en contact avec la commune et cherchaient des locaux pour s'implanter, informe Clément Bouvet, cela fait des années qu'on se bat pour accueillir des **professionnels de santé** », ajoute-t-il.

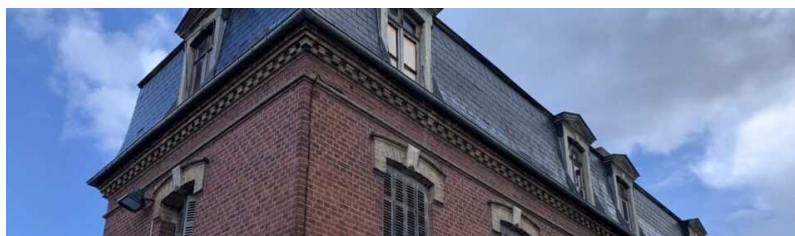
L'offre globale apportée par ce nouvel immeuble est évidemment vue d'un très bon œil par les élus.

C'est un beau projet qu'on a vu évoluer avec le temps, qui s'est adapté à la commune, c'est ce qu'on trouve intéressant.

Le maire reste cependant prudent tant que le **permis de construire** déposé cette année n'a pas encore été validé par la Métropole. « On pense avoir un retour vers le mois de septembre, projette Clément Bouvet. **Ça avance.** »

Une nouvelle vie pour l'ancienne pharmacie ?

À quelques mètres de là, dans cette même rue de la République, à l'angle de la rue du Port, se dresse un bâtiment en brique **plein de cachet**.





L'ancienne pharmacie accueillera-t-elle de nouveaux logements ?

©Emilien Jacques

L'ancienne **pharmacie du village**, fermée il y a une dizaine d'années, est vouée à devenir **habitable**, les élus voulant à tout prix éviter de la démolir pour y construire un nouvel immeuble.

Ce bâtiment à un intérêt patrimonial, il fait partie du décor de La Bouille et il y a un fort attachement de la part de la population.

Des études sont donc en cours pour s'assurer que la structure est assez saine pour recevoir les travaux nécessaires à la **création d'appartements**. « On souhaite vraiment **préserver ce bâtiment** et le réhabiliter », insiste le premier élu.

À la recherche de nouveaux habitants

Ce ne serait pas la première fois que la commune achète des bâtiments pour créer des logements. Cette politique a été mise en œuvre lors des mandats précédents, alors que les élus observaient la chute drastique du **nombre d'habitants**.

« Il y a 7, 8 ans, la commune a fait le constat d'une **population qui chute** depuis 15 ans », rapporte Clément Bouvet. Sur ce laps de temps, la population **a baissé de 12 %** et la problématique démographique est donc prise très au sérieux par le maire élu en 2026.

L'idée est vraiment de stopper cette baisse de population. Pour cela, il faut réaménager une partie du cœur de la commune.

En effet, l'absence de foncier dû à la **superficie** de La Bouille (environ 1,25 kilomètre carré), nécessite de « reconstruire le village **sur lui-même** », selon les termes du maire.

Si ce travail des élus aboutit, les quelque **700 Bouillais** pourraient bien avoir de nouveaux concitoyens dans les années à venir.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

À Étretat, le parking de la Guézane sera-t-il de nouveau accessible aux automobilistes ?

Karine Leroy

6-7 minutes

À Étretat, les automobilistes ne peuvent plus accéder à l'aire de stationnement gratuite de la Guézane. La convention entre ses propriétaires et la Ville d'Étretat n'a pas encore été renouvelée. Une réunion est prévue mercredi 20 mai 2026 pour trouver une solution.



Chaque année depuis 2011, le site pouvait accueillir d'avril à octobre les automobilistes. Pour l'instant, ce n'est pas possible. - Karine Leroy/Paris Normandie



Par [Karine Leroy](#)

Publié: 20 Mai 2026 à 16h32 Temps de lecture: 1 min

Un talus, des rubalises et des panneaux d'interdiction de stationner... Les automobilistes souhaitant se garer sur le site de [la Guézane à la sortie d'Étretat](#), ne peuvent pas le faire cette année. À moins que la situation n'évolue dès ce mercredi 20 mai 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Une réunion est en effet prévue entre les propriétaires du terrain, une SCI, les communes d'Étretat et du Tilleul et le [syndicat mixte Grand Site falaises d'Étretat Côte d'Albâtre](#). Permettra-t-elle de trouver une solution entre les différents acteurs ?

Depuis 2011

En effet, chaque année et depuis 2011, les propriétaires du champ situé à l'angle du petit chemin des Haulles et de la route départementale n°39 situé au Tilleul, le mettent gratuitement à disposition de la ville d'Étretat, via une convention, pour six mois, d'avril à octobre. Ce parking temporaire, bien qu'à environ deux kilomètres des célèbres falaises, absorbe une partie des véhicules des touristes. Sa capacité est d'environ 350 emplacements, non matérialisés.

Seulement une nouvelle équipe est installée à la mairie d'Étretat, depuis la victoire, en mars 2026 de [Philippe Laferrière](#). Elle prône d'après son programme, pour une « optimisation des parkings avec retombées financières pour Étretat », ce qui n'est pas le cas dans le cadre du projet de la Guézane.

Un parking aménagé et payant

En effet, les propriétaires du terrain envisagent [l'aménagement de ce terrain avec des places matérialisées](#) (environ 700 au total) pour les voitures, camping-cars, minibus et autocars, l'installation de toilettes, de poubelles, la mise en place de bornes de recharge pour véhicules électriques, des emplacements deux-roues... En contrepartie de l'investissement, le stationnement deviendrait payant et au profit des propriétaires du terrain.

Un dossier d'enquête publique a été déposé par la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole, à laquelle appartiennent les villes du Tilleul et d'Étretat. L'enquête, menée en 2025, a été organisée et [les conclusions sont favorables au projet](#). Il vise à « ouvrir à l'urbanisation la parcelle cadastrée B757 site de l'aire de stationnement de la Guézane actuellement en zone agricole (A) dans le PLU (plan local d'urbanisme) de la commune du Tilleul afin de modifier l'en zone Uys (les Secteurs UY à vocation artisanale, industrielle et les équipements publics). Le secteur en Uys a pour objectif de rendre possible cet aménagement. En modifiant le règlement écrit et le règlement graphique », précise le document.

Le projet a suscité de vives réactions de la part de riverains et d'associations. Plusieurs recours ont d'ailleurs été déposés.

(« Nous allons tenter une médiation »

Florence Thibaudeau-Rainot, Présidente de Grand site

« Les propriétaires ont décidé de ne pas mettre le terrain à la disposition

d'Étretat comme ils le font chaque année, compte tenu des recours », explique la présidente de Grand Site falaises d'Étretat côte d'Albâtre, Florence Thibaudeau-Rainot, interrogée sur ce sujet par Le Havre Paris Normandie. « Nous allons tenter la médiation, puisque, évidemment, pour nous, ce parking est toujours la solution de délestage à Étretat. »

C'est dans ce cadre qu'une réunion est programmée à 18 h 30 aujourd'hui entre les différents acteurs du dossier. « *Les propriétaires ne sont pas fermés* », à la discussion, ajoute l' élu qui précise que le projet d'aménager ne prévoit pas de « *bétonner* » le champ.

Pas de parking de délestage aux Loges pour le week-end de l'Ascension

La situation du stationnement à Étretat est d'autant plus délicate que le parking de délestage dans la commune voisine des Loges mis en place en 2025 pour le week-end de l'Ascension, n'est pas reconduit, faute d'accord, avec la mairie des Loges, selon la présidente de Grand site. Pour rappel, cette solution avait été mise en place « *à titre d'expérimentation et pour le seul week-end de l'Ascension en 2025.* »

Les visiteurs devront donc s'armer de patience pour tenter de trouver où se garer, à moins de s'y prendre tôt dans la journée, ou pourquoi pas, d'oublier la voiture. Il est possible d'emprunter les lignes [LiA](#) qui relient Le Havre à Étretat et même de venir à pied via les falaises depuis Bénouville ou Le Tilleul.

Contacté, le maire d'Étretat n'avait pas encore donné suite à notre requête à l'heure où nous publions ces lignes.

Lire aussi



[Près d'Étretat, des paysagistes en formation dans le cadre de l'opération Grand site](#)

Veules-les-Roses. Un site classe cette plage cauchoise dans la catégorie "à éviter" : que faut-il retenir ?

Adrien Verger

3-4 minutes

L'été approche et la qualité de l'eau sur le littoral cauchois peut faire l'objet d'interrogations. Le site *La Belle Plage*, géré par l'association Eau & Rivières de Bretagne, attribue à la plage de [Veules-les-Roses](#) la note de 67,5 sur 100, ce qui la place dans la catégorie "à éviter" (1 820^e place sur 1 869 dans leur classement). Mais ce résultat est à nuancer.

Deux grilles de lecture

Car de son côté, l'Union européenne et de l'Agence régionale de santé (ARS) qualifie l'eau de Veules-Plage de "Suffisante". Les autorités sanitaires n'émettent donc aucune interdiction de baignade. Toutefois, la commune est la seule de Seine-Maritime à être positionnée en couleur orange par l'ARS.

Mais il est légitime de se demander : pourquoi l'ARS qualifie l'eau de Veules-Plage de "suffisant" quand l'association la classe dans la catégorie "à éviter". Cette différence tient uniquement à la méthode d'évaluation : l'ARS attribue la mention officielle "Suffisant" sur la base d'une moyenne statistique globale, alors que l'association utilise les mêmes données pour anticiper le risque sanitaire de la saison à venir : selon elle, face à des résultats de laboratoires qui n'arrivent que "trop tard" (le lendemain ou le surlendemain du prélèvement) pour protéger les baigneurs en temps réel, il faut calculer le pourcentage brut d'analyses classées "Bon" sur les quatre dernières années, ce qui place automatiquement la plage dans la catégorie "A éviter" dès que ce taux de conformité descend sous la barre des 70%.

- **A lire aussi.** [Veules-les-Roses. Il y a 50 ans naissait le loto, elle en fait un roman](#)

Les critères réglementaires du calcul

Ces critères s'appuient sur l'instruction réglementaire n°DGS/EA4, issue des travaux de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses). Le principe est le suivant : tant

que le taux d'*Escherichia coli* et d'entérocoques - deux bactéries indicatrices de contamination fécale - reste sous 100 UFC (Unités Formant Colonie) pour 100mL, le prélèvement est classé "Bon". Au-delà, il passe à "Moyen". Il n'est qualifié de "Mauvais" qu'à partir de 370 unités pour les entérocoques, ou de 1 000 unités pour l'E. coli. C'est ce seuil de "Moyen" que Veules-les-Roses dépasse dans 32,5% des cas (environ 1 fois sur 3).

Une classification à nuancer

Mais si l'on regarde les chiffres dans les détails, les relevés montrent des situations très nuancées. Durant l'été 2025, l'ARS a réalisé 20 prélèvements sur la plage, dont 14 se sont révélés totalement conformes et 6 qualifiés de "Moyens". Parmi ces derniers, les contrôles des 15 juillet et 27 août affichaient 130UFC/100mL d'E. coli. Si ce chiffre franchit la limite du niveau "Bon", il reste très éloigné du seuil "Mauvais" fixé à 1 000. De même, le 1^{er} juillet, l'E. coli atteignait 330 alors que les entérocoques stagnaient sous la barre des 15. En revanche, le 3 juillet 2025, où l'E. coli a atteint le pic de 1 000 UFC/100mL, associé à 250 d'entérocoques.

A ce jour, aucune interdiction de baignade n'a été prononcée à Veules-les-Roses, et la plage reste ouverte au public dans le respect des normes sanitaires en vigueur.

À Veules-les-Roses, la qualité de l'eau de baignade tancée par une étude : « on a des contrôles réguliers »

Brice Recotillon

6-7 minutes

Dans un classement des eaux de baignade maritimes établi par le site « la Belle plage », la station balnéaire de Veules-les-Roses dispose du qualificatif « à éviter ». Assez pour inquiéter les commerçants en vue de la saison estivale ? Tour d'horizon.



Par [Brice Recotillon](#)

Publié: 20 Mai 2026 à 12h03 Temps de lecture: 2 min

Les journées se rallongent, les degrés celsius augmentent et les premiers bains de mer vont pouvoir être effectués. Pour autant, il est toujours utile de se renseigner sur la [qualité des eaux de baignade](#) afin d'éviter les désagréments.

Classement 2026 dévoilé

Depuis trois ans, l'association Eaux et Rivières de Bretagne publie un classement « [La Belle plage](#) » évaluant le risque sanitaire pour les eaux de baignades sur l'ensemble du littoral. Un travail de fourmi reposant sur l'étude des prélèvements des quatre saisons précédentes, effectués par les Agences Régionales de Santé (ARS), afin d'évaluer le risque sanitaire à se baigner sur les plages de l'Hexagone. Ce classement n'écarte aucun résultat d'analyse contrairement au classement européen qui, selon l'association, permet dans certains cas d'exclure des épisodes de pollution.

Veules en eaux troubles

En Seine-Maritime, la plage de Veules-les-Roses joue les bonnets d'ânes en 2026 avec l'annotation « à éviter ». Elle se classe à la 1820e place sur 1869 plages recensées. Selon l'étude, moins de 70 % des prélèvements

effectués sont classés bons. Cela signifie qu'un échantillon sur trois indique une pollution fécale importante et qu'il est imprudent de s'y baigner pour les personnes immuno-sensibles. Néanmoins, les seuils autorisés ne sont pas dépassés. L'origine des contaminations pourrait être liée aux dysfonctionnements de l'assainissement des réseaux, à l'élevage avec l'épandage de lisier, ou à la présence [d'animaux décédés dans la Manche](#) (NDLR : Rorqual).

« Ça nous inquiète un peu parce qu'on a quand même pas mal de clients qui viennent pour une seule journée, souffle Louis Vatelier, le chef et propriétaire du restaurant La Source. Je pense notamment aux personnes qui aiment pratiquer la pêche à pied, cela pourrait les décourager de venir. »



Louis Vatelier, propriétaire du restaurant La Source, espère que la mauvaise qualité des eaux de baignade n'impactera pas la saison touristique. - Paris Normandie

Une inquiétude que ne partage pas Amélie Garnier, gérante de la boutique Comme à la maison : *« Il y a beaucoup de personnes qui viennent uniquement pour se balader, notamment sur l'itinéraire du plus petit fleuve de France, constate-t-elle dans un large sourire. La commerçante rappelle que « tout le monde ne vient pas à Veules pour la baignade ».*

Les illustres huîtres de Veules-les-Roses sont un argument pour séjourner dans l'un des plus beaux villages de France. La mauvaise qualité de la Manche pourrait-elle impacter la production ostréicole ? *« Nos huîtres sortent des bassins plusieurs mois en amont. Elles sont dans un bassin de décantation et des analyses sont faites régulièrement pour garantir leur qualité », tempère l'ostréiculteur [Eric Colsenet](#).*

(En 2025, il n'y a pas eu de fermeture de plage.

Yves Tasse, Maire de Veules-les-Roses

« En 2025, il n'y a pas eu de fermeture de plage, tient à rassurer le maire Yves Tasse. On a des contrôles très réguliers de l'ARS. Il n'y a aucun risque pour la saison estivale grâce aux nombreux contrôles en cours et à venir ». L'élu évoque les récentes réalisations de travaux d'assainissement du réseau pluvial et de la station d'épuration. « Il y a toujours un décalage entre la parution d'une étude et la réalisation des travaux. Il n'y a pas d'inquiétude à avoir concernant la qualité de l'eau pour la saison touristique », conclut l'édile.

Lire aussi



[Après l'incendie et la fermeture de la clinique Tous Vents, l'hôpital de Lillebonne prépare sa relance](#)



[« Bien pour l'entrée de ville » : près d'Yvetot, la friche ETC Imprimerie bientôt réhabilitée ?](#)

Près du Havre. Inondation : une habitante dénonce le mauvais entretien des fossés

Cédric Thomire

3-4 minutes

"En quelques minutes on s'est retrouvé les pieds dans l'eau." Julie Moulin, habitante de Gainneville, a été victime d'une [inondation](#). Alors que la grêle tombait en abondance sur la commune peu après 23 heures, dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10 mai, les fossés qui longent la [route départementale D6015](#) se sont remplis. L'eau s'est engouffrée dans l'évacuation pluviale de la Gainnevillaise et a remonté jusqu'à sa terrasse. Malgré l'intervention du mari de Julie Moulin qui a évacué ce qu'il a pu à l'aide d'une pelle à neige, le niveau était si important (environ 20cm) que l'eau a réussi à s'infiltrer dans sa maison, par la porte et le bas des murs.



L'eau et la grêle ont rapidement rempli les fossés

Encore de l'eau sous le parquet

"Quand on marche sur le parquet, on voit encore de l'eau en dessous des lames. J'ai une plinthe qui s'est décollée. On voit derrière les dégâts sur le mur. Tout le bas de ma cuisine aménagée a pris l'eau. Des jouets qui étaient dans la chambre de ma fille sont à jeter", déplore Julie Moulin. Elle a reçu la visite du maire, Martial Galopin, le soir même, qui continue à prendre des nouvelles pour l'aider.

Pour la mère de famille, pas de doute : *"L'eau ne serait pas montée et nous n'aurions pas été inondés si les fossés étaient propres et curés."* *"Quand la végétation est coupée, tout reste sur place et ça finit par boucher",* dit-elle. La communauté urbaine Le Havre Seine métropole, en charge de l'entretien, reconnaît des dysfonctionnements : *"Le service s'est rendu sur site vendredi 15 mai afin de contrôler une partie des fossés situés rue de la Libération. Il apparaît que près de la moitié des grilles béton sont obstruées par des déchets verts, déchets plastiques, ce qui explique les problèmes d'écoulement constatés."* En revanche, *"les buses entre chaque noue sont globalement propres",* souligne la collectivité. Un nettoyage manuel a été réalisé afin de limiter les risques lors des prochaines pluies. Une inspection menée en 2025 avait conclu

qu'il n'y avait pas de curage à faire ; le dernier remonte à l'automne 2024.



Les grilles en béton sont régulièrement obstruées par les déchets verts

Une évacuation non conforme ?

Mais la communauté urbaine a mis en avant un autre problème. *"Elle m'a dit que mon évacuation des eaux pluviales n'est pas conforme"*, rapporte Julie Moulin, qui comprend que la collectivité cherche à se déclarer non responsable du sinistre. *"Je leur ai demandé des précisions. Jamais je n'ai reçu de courrier me signalant que je n'étais pas dans les règles."* Après un premier échange avec un expert lundi, la Gainnevillaise doit attendre trois semaines qu'un nouvel expert vienne constater les dégâts sur place. *"Donc je dois patienter avant de changer mon parquet. Je suis fatiguée d'avance des procédures à venir..."* Ce n'est pas la première fois que Julie Moulin est victime d'une inondation. Il y a 6 ans, l'eau s'était déjà infiltrée pour les mêmes raisons. Tout le parquet avait dû être changé.

Education. Le "bien manger" dès la cantine à Malaunay

Pierre Durand-Gratian

3-4 minutes

Dans cette cantine de Malaunay dans l'agglomération de Rouen, les enfants des deux groupes scolaires ont le sourire à la fin du repas. Le temps du midi semble vraiment être un moment de plaisir. Et pour cause. Ici, pas de barquette toute prête surgelée ou de repas sans saveur. Tout est cuisiné sur place par le chef, Willy Paplorey et son équipe.

"Aujourd'hui, c'est poulet mariné - curry coco avec du riz thaï", explique-t-il dans un sourire. Et à voir les assiettes, la recette du chef a eu du succès. Ces menus sont préparés un mois à l'avance pour composer des repas variés, équilibrés et agréables à déguster.

76% de bio ou de local

"C'est une politique que l'on a depuis longtemps à Malaunay. On essaye de faire le maximum de circuits courts. On est à 22% en bio, 28% en labellisé et 34% en local", indique Amandio Nunès, adjoint au maire en charge des affaires scolaires. Plus des trois quarts des plats sont donc préparés à base de produits biologiques ou locaux, avec beaucoup d'achats directement aux producteurs. Une partie des légumes servis à la cantine pousse à moins d'un kilomètre chez Julien Aniorté, le maraîcher bio. *"Je fournis des carottes, tomates, courgettes... Ça m'assure un débouché et c'est aussi une grande fierté, on participe à produire quelque chose de sain pour l'école à côté",* indique-t-il.

Une politique éducative

Du bio, du local et aussi une vraie dimension pédagogique sur le temps du midi. Les animateurs du périscolaire et l'équipe de restauration qui accompagnent les enfants sont titulaires du Bafa et participent à l'éducation sur le bien manger ou sur la connaissance des aliments. Une politique anti-gaspillage a aussi été mise en place. Les enfants dès le CE2 et jusqu'au CM2 ne sont plus servis à table mais passent par un self et sont sensibilisés aux portions, qu'ils peuvent faire varier en fonction de leur appétit ou de leur appétence pour le menu du jour. *"S'il a une petite faim, il demande un peu, s'il a faim, il demande plus, mais il sait qu'il doit*

tout manger", indique Geneviève Vandavelde, responsable de la restauration. Pouce en l'air pour une grande portion, pouce vers le bas pour une petite. La cantine de Malaunay jette ainsi trois fois moins de nourriture que la moyenne nationale. Les biodéchets sont ensuite valorisés avec 422m³ de biogaz produits en 2025, en partenariat avec un laboratoire. Et ça ne coûte pas plus cher. Entre 1 et 4,10€ le repas en fonction des revenus de la famille.

Note. Ce reportage a été réalisé avec des jeunes de la Mission locale de Rouen dans le cadre de l'opération "Jours journalisme" d'éducation aux médias du Club de la presse et de la communication avec le soutien de la Région.

« Une profonde erreur » : la fermeture de la filière horticole du lycée professionnel d'Offranville confirmée ?

Mathieu Te Morsche

3-4 minutes

La fermeture de la filière horticole du lycée professionnel Jean-Rostand à Offranville (Seine-Maritime) semble actée. Un vice-président de la Région l'a confirmé ce 20 mai 2026.

Sur le même thème

[Dieppe-Maritime](#)

[Education](#)

[Fermetures de classes](#)



En novembre 2025, élèves et enseignants de la filière horticole du lycée Jean-Rostand d'Offranville (Seine-Maritime) s'étaient mis en grève.

©Archives / Les Informations dieppoises

Par [Mathieu Te Morsche](#) Publié le 20 mai 2026 à 11h07

Fin 2025, l'avenir de la filière **horticole** du lycée professionnel **Jean-Rostand** à [Offranville \(Seine-Maritime\)](#) était en sursis. Une année de répit avait été obtenue : le président de la Région Normandie [Hervé Morin](#) avait annoncé en décembre que le projet de fermeture de la filière ne serait pas à l'ordre du jour, **pour l'instant**.

Les élus de [Dieppe-Maritime](#) ont alors voté une motion de soutien le mercredi 10 décembre : « Nous avons **un an** pour continuer à relancer cette filière auprès des jeunes », disait alors [Sébastien Jumel](#), président

de l'intercommunalité.

« Une profonde erreur »

Le répit a été de bien courte durée. Mercredi 20 mai 2026, Bertrand Deniaud, vice-président de la Région, était en visite au lycée professionnel d'Offranville.

Lors de sa venue, il a « confirmé la volonté de **supprimer à terme** cette filière locale », rapportent dans un communiqué commun Sébastien Jumel et [Nicolas Langlois](#), maire de Dieppe, reprenant des indications d'enseignants et élus présents sur place. Cette fermeture se ferait à partir de la rentrée 2027.

Vidéos : en ce moment sur Actu

« Ce projet de fermeture est une **profonde erreur** », appuient les deux élus, qui rappellent que 49 élèves se forment à l'horticulture à Offranville.

« Tout n'a pas été mis en œuvre »

« Nous constatons que tout n'a pas été mis en œuvre, depuis le moratoire d'un an que la mobilisation collective a permis d'obtenir, pour relancer **l'attractivité** de cette formation auprès des entreprises et acteurs publics concernés », regrettent Sébastien Jumel et Nicolas Langlois. Ils disent avoir déjà écrit à la Région et au rectorat en janvier dernier pour alerter en ce sens.

Les élus estiment que « les territoires éloignés des métropoles ne peuvent pas faire les frais d'une logique **purement comptable** », et demandent le maintien de la filière horticole, qui est utile dans « l'alimentation, la santé, le climat et l'aménagement du territoire ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

« Je ne pensais pas me retrouver devant le ministre ! » : six collégiens bacquevillais reçus au Quai d'Orsay

Anne-Sophie Groué-Ruadel

8-10 minutes

Lauréats de la catégorie « collège » et de la région Normandie pour le concours des Jeunes Ambassadeurs, six élèves de 3ème du collège Maupassant de Bacqueville-en-Caux ont été reçus au Quai d'Orsay. Échange avec le ministre Jean-Noël Barrot, visite du ministère... un moment hors du temps.



Par Anne-Sophie Groué-Ruadel

Publié: 20 Mai 2026 à 19h31 Temps de lecture: 3 min

« *La diplomatie, ce n'est pas uniquement discuter entre amis ; c'est accepter de négocier, parfois avec des adversaires.* » Ces mots de [Jean-Noël Barrot](#), ministre des Affaires étrangères, ont été adressés, mardi 19 mai dans les salons de l'hôtel du ministre, quai d'Orsay, aux lauréats du [concours national des Jeunes Ambassadrices et Ambassadeurs](#). Parmi les quelque 150 jeunes venus de toute la France, six jeunes de 3e du [collège Guy-de-Maupassant de Bacqueville-en-Caux](#), encadrés par leur principale Marion Marc et leur prof d'histoire-géo Alexandra Delauney.

Mais avant d'être reçus sous les ors de la République, de poser avec le ministre et de visiter les riches et somptueux salons feutrés de « l'hôtel du ministre », Eva, Diego, Louise, Alice, Chloé et Emma ont travaillé d'arrache-pied. Pour participer au concours, ils ont dû imaginer un dialogue entre diplomates à partir de documents sélectionnés dans les Archives diplomatiques. Cette année, le thème était la conversation entre les ambassadeurs français, soviétique et américain à Londres, en août 1938, alors que la menace nazie sur la Tchécoslovaquie se fait de plus en plus pesante.

Pour parvenir jusqu'à la finale régionale, qu'ils ont remportée le 8 avril dans l'amphithéâtre Samuel-Paty du rectorat de Caen devant environ 70 autres concurrents, les six collégiens ont œuvré depuis la Toussaint jusqu'à Pâques, à raison d'une à deux heures de travail supplémentaire avec leur prof d'histoire, mais aussi leur enseignante d'anglais, la documentaliste de l'établissement, et le coordonnateur de l'Ulis du collège.

Des accessoires, une formation de prise de parole...

Rien d'évident pour ces six jeunes, pour certains très timides, ou démunis devant la complexité du sujet et des documents. Heureusement, les enseignants les ont soigneusement encadrés. [La principale Marion Marc](#) rappelle : Chloé jouait Lord Halifax (ministre des Affaires étrangères britannique), Emma, Ivan Maïsky (ambassadeur de l'URSS), Alice, Charles Corbin (ambassadeur de France), Eva, Joseph Kennedy (ambassadeur des États-Unis). Quant à Louise et Diego, ils ont contribué à écrire les textes et faisaient office de doubleurs au cas où une camarade aurait été absente le jour J.

En plus d'éplucher les documents et d'apprendre son texte, les jeunes se sont mis en situation par tous les biais possibles. « *Eva, pour jouer Kennedy, a regardé des vidéos le mettant en scène ; elle n'a pas hésité à utiliser un chapeau et une pipe pour incarner son personnage. Elle qui est très loquace s'est recentrée, a été attentive* », se félicite Alexandra Delauney. « *Chloé a bénéficié du concours du coordinateur d'Ulis pour être plus à l'aise à l'oral. Il y a des jeunes super-réservés, d'autres bien plus extravertis* », ajoute Marion Marc. Diego, lui, déjà délégué de sa classe d'Ulis, a fourni de gros efforts pour produire un résultat le plus parfait possible. « *Il fallait beaucoup d'imagination pour écrire ces dialogues. Ça a fait beaucoup de boulot. Je ne pensais pas qu'on gagnerait la finale et qu'on serait ici au Quai d'Orsay devant le ministre des Affaires étrangères !* »

« Un métier qui permet de voyager »

La récompense valait le coup : assis parmi les autres lauréats dans la grande salle de réception de l'hôtel du ministre, Diego écarquille les yeux et ne cesse de sourire. Pour Chloé, « *on n'était pas sûrs d'être premiers. Quand ils ont appelé notre nom, après une longue délibération le 8 avril à Caen, on était vraiment contents. On était tous stressés... sauf Eva, qui était confiante* », sourit la jeune fille. Alice souligne : « *Diplomate, c'est un métier qui permet de voyager. Ça me plairait beaucoup. On a entendu les inconvénients de ces professions aussi...* » Car après avoir écouté le ministre Jean-Noël Barrot et reçu leur diplôme – et avant de partir pour une visite du palais abritant le ministère – les jeunes se sont imprégnés des témoignages de quatre personnes travaillant actuellement au Quai d'Orsay.

Léa Gebuhrer, 26 ans, a appris le chinois et passé le concours de l'Académie diplomatique et consulaire ; elle travaille sur l'Agenda 2030 de l'ONU en « *regardant si les textes de l'ONU sont conformes aux intérêts français* », après avoir œuvré « *deux ans pour le multilatéralisme* » et avant, « *bientôt, de faire partie des relations binationales entre la France et la Chine* ». Chloé Baudreux, 37 ans, a fait Sciences po, a été militaire, humanitaire puis a passé le concours « *où cinq places étaient ouvertes pour mille candidats* » ; elle n'a pas redouté d'aller travailler à Bagdad, par exemple. Quant à Vincent Braconnay, actuel directeur des Archives diplomatiques, il a appris le japonais mais s'est vu refuser un stage au pays du soleil levant, faute de piston : « *Alors j'ai candidaté pour tous les pays finissant en -stan et je suis parti au Turkménistan !* » Il passe le concours et se réjouit maintenant « *de changer de métier tous les deux ou trois ans* ».

Des jeunes « de plus en plus intéressés »

Eva, Emma, Chloé, Alice, Diego et Louise intégreront-ils les rangs des diplomates français dont la mission est de représenter leur pays et de le défendre avec les mots et la stratégie ? Quoi qu'il en soit, ils auront eu accès aux Archives diplomatiques, représentant « *cinq siècles de documents des relations entre la France et le monde* ». Ils auront, pour la première participation de la Normandie au concours existant depuis 2017, remporté le prix dans la catégorie des collèges devant vingt établissements et 535 autres élèves. « *En 2026, ce concours a réuni 6 300 participants dans neuf régions académiques. C'est un record et c'est aussi un message d'optimisme. Les jeunes s'intéressent de plus en plus aux relations internationales, au grand débat du monde, à la parole diplomatique* », a fièrement expliqué le ministre. L'an prochain, on change de thématique : « *A la conquête de l'espace* » !

Lire aussi



Rouen. Quelles nouveautés à venir au CHU d'ici à 2030 ?

Julie Hervieux

6-7 minutes

Intelligence artificielle, amélioration du parcours patient, robotique... A quoi ressemblera le CHU de Rouen en 2030 ? Mardi 5 mai, le personnel médical, la direction et les partenaires de l'hôpital ont été conviés à la présentation du projet d'établissement 2026-2030. *"C'est une sorte de nouveau départ, de nouvelle organisation"*, introduisait Stéphanie Decoopman, directrice générale.

"Le CHU doit rayonner plus loin que Rouen et représenter la Normandie"

Depuis plusieurs mois, l'équipe et les partenaires de l'établissement ont été sollicités pour construire ce projet avec plusieurs objectifs : l'enseignement, la qualité des soins et le développement des recherches. *"Le CHU et l'UFR Santé (Unité de formation et de recherche N.D.L.R) doivent rayonner plus loin que Rouen et représenter la Normandie"*, ajoutait la directrice générale. Sept ambitions ont été présentées par différents acteurs de l'hôpital. La première, une hospitalisation différente afin que l'hôpital s'organise autour du patient. Pour cela, le CHU a créé le statut de *"patient partenaire"*. Ce dernier les aide à améliorer le service des soins et ainsi permet d'éviter les ruptures, fluidifier les parcours de soins des patients. De même, lorsqu'un patient arrive au CHU, un aidant doit être immédiatement identifié pour l'accompagner. *"Un patient doit être soutenu par son entourage, c'est très important"*, notait la docteure Karine Kadri (gériatre et cheffe de service à l'unité de soins de longue durée de l'hôpital Boucicaut de Mont-Saint-Aignan) avant d'ajouter que *"l'accès aux soins de haut niveau doit se faire pour tous les patients, à l'image de l'Institut Cribier : une qualité et une sécurité des soins"*. Une qualité des soins qui passe notamment par la prévention. *"Comment faire pour que les gens ne tombent pas malades ?"*, questionnait Driss Bennis, directeur général adjoint du CHU. Pour lui, le profil du patient (âge, genre, contexte social) doit être mieux pris en compte afin de l'aiguiller et l'aider au mieux. Cela sera réfléchi au travers d'un *"schéma de direction immobilier"* pour les prochaines années.

L'hôpital se modernise

D'ici à 2030, l'équipe du CHU souhaite améliorer la qualité des soins et du parcours du patient sur tout son territoire. Il s'agit de la Normandie Orientale. Cela comprend le GHT (groupement hospitalier de territoire) Rouen Cœur de Seine (9 établissements) et plus largement les établissements GH du Havre, CHI Elbeuf, CH Dieppe, CHI Eure-Seine, CLCC Becquerel. *"Nous ambitionnons une labellisation européenne pour les centres de cancérologie et d'améliorer la prise en charge des insuffisances cardiaques, l'un des problèmes majeurs de la région"*, expliquait le professeur Pierre Michel, gastro-entérologue.

Il existe une réelle volonté de la part du CHU d'élargir le champ des innovations en imagerie, robotique, intelligence artificielle... D'ici la fin de l'année, un drone sera utilisé entre deux hôpitaux pour transporter du matériel médical et des prélèvements sanguins. *"C'est un projet déjà bien engagé qui devrait voir le jour prochainement, nous l'espérons. Nous attendons les autorisations de vol pour débiter les essais. Si nous avons toutes les autorisations, les transports entre notre hôpital Saint-Julien de Petit-Quevilly et celui de Charles-Nicolle devraient pouvoir débiter d'ici la fin d'année"*, annonce le CHU. A l'automne, une plateforme 3D fera son arrivée à Rouen. Il s'agit de la première plateforme "hospitalo-universitaire" de France. Elle sera utilisée pour l'enseignement, la recherche et les soins. Enfin à l'automne, les professionnels du CHU pourront compter sur l'aide de Charlie, une intelligence artificielle qui leur permettra de gagner du temps. Charlie recevra les demandes et besoins des salariés puis trouvera la solution à apporter.

Bien-être étudiant et salarial

Les hôpitaux forment les médecins de demain. Pour cela, le CHU doit conforter son rôle d'établissement apprenant. *"Tous les pôles ont souhaité développer leurs méthodes d'apprentissage"*, indiquait Stéphane Parcay, directeur de la formation. *"Nous devons avoir des projets cohérents et conforter notre place au sein de la région. Développer des nouveaux axes de formation, moderniser nos apprentissages avec de la simulation et faire de la formation in situ au cœur des établissements partenaires"*. Le CHU, c'est également plus de 10 000 salariés. *"Nous devons fidéliser et mieux intégrer les nouveaux professionnels. Leur permettre de concilier vie professionnelle et vie personnelle pour créer une réelle qualité de travail et donner envie aux gens de venir travailler ici"*, concluait Jessica Famery, cadre supérieure pôle médecine.

Mardi 28 avril, les professionnels du service addictologie du CHU de Rouen, situé au cœur de l'hôpital Saint-Julien au Petit-Quevilly, ont inauguré le nouveau bâtiment d'addictologie nommé Ariane, entièrement dédié à la prise en charge des addictions. L'hôpital Saint-Julien augmente ainsi sa capacité d'accueil, une nécessité face à la hausse de la prévalence des addictions et des demandes de soins. Le service Ariane s'articule autour de deux phases clés : l'hospitalisation pour initier le

sevrage et stabiliser le patient dans un cadre sécurisé. L'hôpital de jour : un suivi régulier, plusieurs fois par semaine, pour éviter les ruptures de soins et accompagner les patients sur le long terme. Selon Stéphanie Decoopman, le nom Ariane fait référence "*au fil d'Ariane qui permet de sortir de l'addiction*". Une quarantaine de personnes travaillent au service addictologie du CHU de Rouen où sont traitées diverses addictions dont l'alcool, le tabac, l'héroïne, la cocaïne... Selon Stéphanie Decoopman, entre 2012 et 2023 "*le passage aux urgences sur des motifs d'addiction a été multiplié par trois en France et en Normandie*".

Une nouvelle Maison de santé a ouvert près du Havre : les patients y cherchent avant tout un médecin généraliste

Louise Boutard

4-5 minutes

La commune de Gainneville a construit une Maison de Santé pluridisciplinaire, qui a ouvert le 5 mai 2026. On y trouve différents spécialistes, mais aussi des médecins généralistes.

Sur le même thème

[Désertification médicale](#)

[Médecins](#)

[Santé](#)



La nouvelle Maison de Santé pluridisciplinaire a ouvert au début du mois de mai à Gainneville, près du Havre. (©LB/76actu)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 21 mai 2026 à 6h44

Ce n'est pas anecdotique pour les 2 500 habitants de la petite commune de [Gainneville](#). La **Maison de santé pluridisciplinaire « Les Rochambelles »** a ouvert ses portes le mardi 5 mai 2026 dans la commune de Gainneville près du Havre. On y trouve plusieurs spécialistes, des infirmiers, mais aussi **trois médecins généralistes**.

Trois médecins généralistes

Pour les Gainnevillais, mais aussi les habitants alentour, cette nouvelle MSP située en centre-ville, c'est la promesse de trouver des spécialités

médicales plus proches de chez eux. En revanche **seuls les plus rapides** ont pu trouver un nouveau médecin traitant.

C'est le cas d'un couple rencontré sur place, mardi 19 mai. Ces habitants de Saint-Laurent âgés de 75 et 79 ans n'avaient **plus de médecin traitant depuis un an**, suite à un départ en retraite. Alors, lorsque les pharmaciens les ont informés de l'arrivée d'un nouveau généraliste, ils n'ont pas attendu et **ont appelé le lendemain à la première heure pour réserver un rendez-vous**. Bien leur en a pris, car quelques jours plus tard, après environ 300 personnes inscrites, le médecin a dû, à son tour, refuser toute nouvelle patientèle.

En effet, sur les trois médecins généralistes de la Maison de Santé, deux étaient déjà installés sur le secteur et sont venus à la maison médicale avec leur patientèle, Dr Claire Courtois et Dr Céline Menguy. **Seul le troisième, Dr Matthieu Gallais, n'avait donc pas encore de liste de patients.**



Les rendez-vous médicaux se prennent uniquement par téléphone pour les nouveaux patients. (©LB/76actu)

À l'accueil de la MSP – qui ne propose pas de secrétariat général, chaque praticien est en charge de sa propre prise de rendez-vous – des patients viennent pourtant tenter leur chance, à la recherche d'un médecin traitant.

Sans doute pourront-ils compter sur l'arrivée prochaine d'**un quatrième médecin généraliste**, annoncée pour le mois de janvier 2027, mais sans certitude. « Un cabinet dentaire et un autre médecin ont bien **signé des baux de location**, mais ils n'ont pas encore donné de date d'installation », précisent les services de la mairie de Gainneville.

Infirmiers, neuropsychologue, ostéopathe...

La MSP ne compte pas uniquement des médecins généralistes. Parmi les autres spécialistes, on trouve notamment **quatre infirmiers libéraux** (répartis en deux cabinets), **une neuropsychologue, un ergothérapeute, deux psychologues, une ostéopathe**. Les 17 locaux de la Maison de santé sont tous pourvus.

La Maison de santé « Les Rochambelles » sera inaugurée le mardi 23 juin à 18h au 16, rue de la Briqueterie, 76 700 Gainneville

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Fermeture au Havre : Fécamp défend sa maternité de proximité avec une meilleure communication

Matthias Chaventré

5-7 minutes

Tandis que la fermeture de la maternité de l'Hôpital privé de l'estuaire, au Havre, est annoncée pour septembre 2026, celle de Fécamp continue ses opérations pour faire venir plus de futures mamans à elle. Deux journées portes ouvertes seront organisées en juin.



De niveau 1, la maternité du CHI accueille les futures mamans dont la grossesse et l'accouchement ne présentent, a priori, aucun risque. - VDN



Par [Matthias Chaventré](#)

Publié: 20 Mai 2026 à 18h01 Temps de lecture: 2 min

Pour Richard Lefèvre, directeur du [centre hospitalier intercommunal à Fécamp](#), les enjeux sont clairs concernant la maternité. « Une poursuite d'une offre de qualité : le maintien d'une maternité sur un territoire qui en a besoin, avec une qualité de prise en charge », nous indique-t-il. Tout en maintenant une réflexion globale, « parce que l'hôpital, ce n'est pas que la maternité, c'est un ensemble de services ».

Dans un long communiqué, l'établissement vient d'évoquer la notion de

« bien naître à Fécamp » avec « une maternité de proximité au cœur d'un territoire ».

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

À l'intérieur du GHT

Bien sûr, la communication par le CHI vient à la suite de l'annonce officielle de la [fermeture de la maternité de l'Hôpital privé de l'estuaire au Havre](#) (HPE) pour septembre 2026. « On a réagi de manière globale : cela concerne le territoire du groupe hospitalier de territoire (GHT), dans lequel figurent trois maternités publiques : le Groupe hospitalier du Havre bien sûr, Lillebonne et nous-mêmes. On s'est tout de suite attaché à anticiper les conséquences que ça va pouvoir avoir sur notre offre de soins », poursuit auprès de nous Richard Lefèvre.

Un environnement « sécurisé, de qualité, à taille humaine »

Environ 650 bébés naissaient à l'HPE en moyenne par an. Après avoir connu des pics en 2018-2019 et 2022, au CHI de Fécamp les chiffres ont été largement à la baisse en 2023 – « On est descendu à 350 » – et encore en 2025. Forcément, une partie indéfinissable des futures mamans accueillies à l'HPE devrait se tourner vers [Fécamp](#).

Questionné sur la quantité d'activité et la soutenabilité financière à [la maternité fécampoise de niveau 1](#), dans un contexte national de baisse de la natalité, Richard Lefèvre répète que « la permanence des soins – accueillir toute personne à tout moment, 24 heures sur 24 – est notre priorité ». Il met en avant bien des qualités de son établissement. « L'environnement est sécurisé, de qualité, à taille humaine. » Est proposée « toute une politique autour de la coparentalité ». Une offre de soins avant (consultations, préparation à la naissance, accompagnement au sevrage tabagique, etc.) et après accouchement (ateliers massage, portage, allaitement, etc.), une salle Nature.

« Travailler l'image »

Cela peut-il suffire à séduire ? Si des professionnels fécampois extérieurs à l'hôpital orientent vers Lillebonne plutôt que vers le CHI, cela est « limité et partiel », selon le directeur du CHI. « Après, c'est une question d'image. C'est pour ça qu'on travaille l'image de la maternité de Fécamp. » Pour mieux communiquer, le CHI avait fait réaliser une vidéo de près de 7 minutes consacrée à sa maternité. À découvrir sur son site Internet. De plus, deux journées portes ouvertes sont organisées les 9 et 24 juin sur les ateliers disponibles à la maternité, avec une visite salle de naissance / service de soins, « avec les sages-femmes coordinatrices et le personnel volontaire ».

Après l'incendie et la fermeture de la clinique Tous Vents, l'hôpital de Lillebonne prépare sa relance

Coline Poirer-Mellier

~2 minutes

Près d'un an après [l'incendie qui avait touché le service des urgences](#) dans la nuit du 28 au 29 juin 2025, les travaux définitifs n'ont toujours pas débuté au Centre hospitalier intercommunal Caux Vallée de Seine (CHICVS) de Lillebonne.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« L'expert juridique doit encore faire une visite avant le début du chantier. Ce qui explique ce délai, c'est surtout l'administratif avec les assurances pour estimer les responsabilités », explique Nicolas Vilain, directeur délégué du CHICVS.

Malgré cette attente, l'hôpital assure avoir retrouvé sa capacité d'accueil grâce à une réorganisation interne des locaux.

Le CHICVS relance son offre de soins

Autre bouleversement récent : la fermeture de la clinique Tous Vents, installée au sein de l'hôpital et liquidée en février 2026 après près de 70 ans d'activité. Depuis, trois chirurgiens partagent leur temps entre l'hôpital Jacques-Monod du Havre et Lillebonne, permettant le maintien de consultations en orthopédie, urologie et chirurgie viscérale.

Le CHICVS veut désormais transformer ces changements en opportunité. Les locaux laissés vacants par la clinique pourraient accueillir de nouveaux projets médicaux. La direction évoque notamment le retour d'une activité chirurgicale sur le site à partir de septembre 2026.

Menace de mort envers Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen : l'internaute sera bientôt jugé

Robin Rioult

5-7 minutes

Un internaute sera jugé le 8 juin 2026 pour avoir publié sur Facebook un message menaçant de mort le maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol. L' élu, qui a porté plainte, dénonce une violence devenue quotidienne sur les réseaux sociaux.



Par Robin Rioult

Publié: 20 Mai 2026 à 10h51 Temps de lecture: 1 min

« *Il faut mettre une balle au maire (de Rouen) et recommencer (les 24 heures motonautiques) comme avant.* » En commentant cette phrase sous un post Facebook, l'internaute concerné pensait sans doute que sa menace de mort en ligne, [une pratique devenue tristement anodine](#), passerait inaperçue. Il n'a même pas pris la peine d'utiliser un compte camouflant son identité.

Reste que sa prise de parole, sans équivoque, est remontée jusqu'à l'oreille du premier intéressé, le maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol. « *Mes collègues et moi vivons cela au quotidien, s'était ému l' élu sur les réseaux sociaux. Cette violence est inacceptable. Nous ne devons rien laisser passer. Je porte plainte.* »

L'internaute devra s'expliquer au tribunal

L'auteur présumé des menaces devra s'expliquer devant un tribunal. Le procureur a confirmé à nos confrères de 76actu que l'audience aurait lieu le 8 juin 2026. Le site d'information est partie prenante de l'affaire : c'est sous l'un de ses articles que le prévenu a posté son commentaire. La

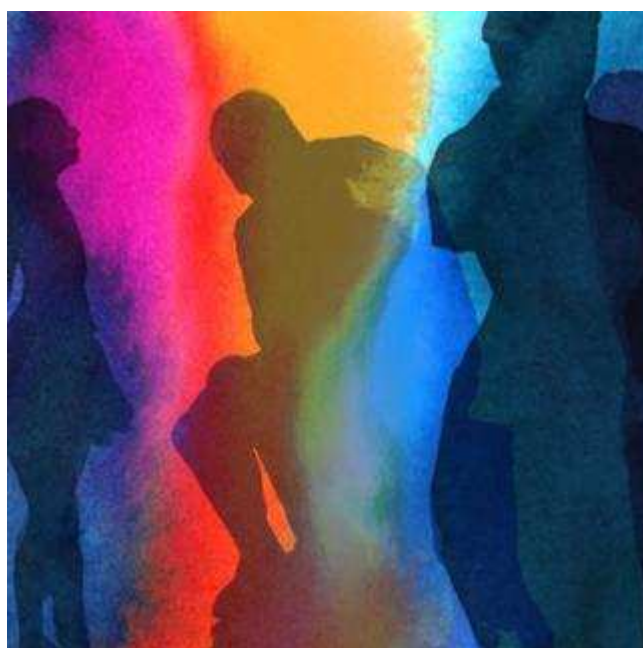
rédaction et son propriétaire, le groupe Actu, ont réagi [dans un article dédié](#). « Nous condamnons fermement ces propos et espérons que son auteur, qui est passé à travers les mailles de la modération, répondra de ses actes devant la justice. »

Être moins exposé médiatiquement que le maire d'une grande ville ne met pas à l'abri des menaces. [Le maire tout juste réélu de Caudebec-lès-Elbeuf](#) a été la cible d'un individu visiblement prêt à en découdre, dimanche 29 mars 2026. [En janvier 2026, le maire de Gommerville](#), près du Havre, dénonçait également les menaces de mort dont il était la cible

Lire aussi



[Barrage retour contre Laval : les supporters du FCR n'auront que 600 places](#)



[Visites aux chandelles, contes celtiques... 5 idées pour profiter de la Nuit des musées autour de Rouen](#)

Laurent Noyelle, ancien commandant du commissariat de Dieppe, est décédé

Augustin Bouquet des Chaux

2-3 minutes

Laurent Noyelle, ancien commandant du commissariat de Dieppe est décédé à l'âge de 62 ans. Son passage dans la ville aux quatre ports avait été particulièrement remarqué.

Sur le même thème

[Nécrologie](#)

[Police](#)



Laurent Noyelle (à droite) a reçu la médaille de la Ville des mains du maire, Nicolas Langlois en novembre 2025. ©Archives/Maria da Silva

Par [Augustin Bouquet des Chaux](#) Publié le 20 mai 2026 à 12h29

L'ancien commandant du commissariat de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#), [Laurent Noyelle](#), est décédé le **mardi 19 mai 2026** à l'âge de **62 ans**. Père de famille, son passage à la tête du commissariat de la cité aux quatre ports avait été particulièrement salué.

Le 20 novembre 2025, une cérémonie avait d'ailleurs été organisée en son honneur dans les salons de l'hôtel de ville après avoir annoncé son départ de Dieppe pour prendre la tête du Groupe interministériel de recherches de la Police et de la Gendarmerie de [Rouen](#) pour lutter contre le crime organisé et l'économie souterraine.

« **Un gros bosseur plein d'humanité** »

Il a passé trois ans à Dieppe durant lesquelles il n'avait pas compté ses heures de travail. décrit alors comme « un **gros bosseur** passionné par son métier et plein d'humanité ».

Très apprécié par ses équipes, il avait notamment contribué à restaurer la relation avec les élus qui s'était dégradée. À Dieppe, il a été notamment confronté à la question migratoire ou la hausse des violences conjugales.

Plutôt discret, il s'était montré particulièrement ému en recevant de nombreux hommages lors de son départ. « Je ne sais pas si je les mérite » souriait-il alors. Un service religieux sera célébré le mardi 26 mais au sein de la Collégiale d'Auffay à 15 h.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Préfecture de l'Eure : départs et nominations en cascade à Évreux

Paris Normandie

3-4 minutes

Avec l'arrivée du nouveau préfet, Xavier Delarue, la préfecture de l'Eure connaît plusieurs changements avec les nominations d'une nouvelle secrétaire générale et d'un nouveau directeur de cabinet.



Charlotte Crépon est la nouvelle sous-préfète d'Évreux. - Photo préfecture du Rhône



Par la rédaction

Publié: 20 Mai 2026 à 12h12 Temps de lecture: 1 min

Après le départ du sous-préfet des Andelys Nicolas Lebas en avril 2026, du préfet Charles Giusti en mai, et l'arrivée du nouveau préfet Xavier Delarue, de nouveaux mouvements de personnel ont lieu à la préfecture de l'Eure.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Deux nouvelles têtes

Plusieurs décrets ont été pris mardi 19 mai 2026 par le Président de la République. Secrétaire général de la préfecture de l'Eure, sous-préfet d'Évreux depuis mars 2024, Alaric Malves, quitte ses fonctions « à sa demande ».

Il sera appelé à de nouvelles fonctions. Il est remplacé par Charlotte Crépon, jusqu'à maintenant sous-préfète en charge du Rhône Sud auprès de la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes., Fabienne Buccio.

Autre départ d'Évreux, celui de Camille Fournier, sous-préfète et directrice de cabinet du préfet de l'Eure depuis l'automne 2024. Est nommé à sa place Baptiste Le Nocher, jusqu'alors adjoint au sous-directeur de l'évaluation, de la prospective et de la dépense de l'État.

Lire aussi



[À Verneuil, Janine Hurel figure de la vie sociale et associative, est morte](#)





[À Verneuil, quatorze artisans normands s'installent dans une boutique partagée](#)



[Le procès de l'anesthésiste de l'Eure se déroule finalement à huis clos](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Évreux \(Eure\) Eure](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Évreux](#)



[Dans l'Eure, la famille modèle condamnée pour trafic de drogue](#)





[Trafic familial de drogue dans l'Eure : trois ans ferme pour le fils, six mois pour les parents](#)



Video

[Dans les coulisses... du centre des impôts de l'Eure](#)



[À Verneuil, Janine Hurel figure de la vie sociale et associative, est morte](#)





[Préfecture de l'Eure : départs et nominations en cascade à Évreux](#)



[À Verneuil, quatorze artisans normands s'installent dans une boutique partagée](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Mobilité des cadres sup' : la réforme de la haute fonction publique fait bouger les lignes de façon inégale dans les ministères

Paul Idczak

5-7 minutes

C'est l'une des parties les plus détaillées du nouveau bilan d'étape de la mise en œuvre de la réforme de la haute fonction publique, présenté le 18 mai par la délégation interministérielle à l'encadrement supérieur de l'État (Diese) aux syndicats. Le document s'intéresse ainsi, dans le détail, à l'évolution du nombre de cadres supérieurs et dirigeants en mobilité, à la fois sortante et entrante, dans chaque département ministériel. Des données significatives pour la Diese, puisque la fluidification des parcours des A+ faisait partie des principaux objectifs de la réforme adoptée en 2021, actant la suppression de plusieurs grands corps et la création du corps interministériel des administrateurs de l'État, en plus d'une gestion renouvelée des carrières des hauts fonctionnaires.

Si une enquête menée en 2025 par la structure pilotée par Isabelle Braun-Lemaire faisait état de l'existence de divers obstacles à la mobilité des cadres de l'État en dépit des ambitions assumées de l'administration, les chiffres présentés dans le document de ce mois de mai montrent que de plus en plus de hauts fonctionnaires font le choix de partir évoluer en dehors de leur ministère d'origine.

La Transition écologique et l'Agriculture en tête

Concernant la mobilité sortante – qui inclut les cadres en gestion dans un ministère tout en étant en activité ou en détachement dans un autre ministère, dans un opérateur ou hors de la fonction publique de l'État –, la part de cadres concernés a par exemple augmenté de 4 points au ministère de la Transition écologique, passant de 48 % en 2024 à 52 % en 2025, pour un total de 1 550 A+ en mobilité. D'autres ministères, comme l'Agriculture et les Armées, se situent au-dessus ou autour du tiers, avec 38 % pour le premier et 32 % pour le second, suivis par les Affaires sociales (26 %), Bercy (21 %) et la Culture (18 %). En comparaison avec 2024, où quatre départements ministériels, employant

6 900 cadres, se situaient dans une tranche comprise entre 20 et 34 % de cadres en mobilité sortante, ce sont donc cette fois cinq ministères, employant 9 400 cadres, qui se trouvent dans une tranche similaire.

Lire aussi : [Sur la route des cadres supérieurs, encore des obstacles à la mobilité](#)

Plus bas dans la liste, seulement deux ministères possédaient, en 2025, une part de cadres en mobilité sortante inférieure à 6,6 %, en l'occurrence Matignon et l'Éducation nationale, contre trois au cours de l'année précédente.

Indicateurs de mobilité	Affaires étrangères	Affaires sociales	Agriculture	Armées	Culture	Education	Finances	Intérieur	Justice	Transition écologique	Services premier ministre	Total
Nombre de cadres sup suivis en gestion	927	1600	2103	207	1348	1295	3925	2008	857	2965	210	17445
Nombre de cadres sup en emploi au sein du ministère	1030	1358	1245	276	1174	1284	3568	1783	798	1581	277	14374
Mobilité sortante												
Nombre de cadres suivis en gestion qui ne sont pas payés par le ministère	107	414	795	67	241	40	825	180	104	1550	12	4335
Mobilité sortante, en %												
% de cadres sup qui ne sont pas en emploi au sein du ministère, parmi ceux qui sont suivis en gestion	11,5%	25,9%	37,8%	32,4%	17,9%	3,1%	21,0%	9,0%	12,1%	52,3%	5,7%	24,8%
Mobilité entrante												
Nombre de cadres supérieurs qui sont payés par le ministère mais qui sont suivis en gestion RH par un autre ministère	210	172	27	196	67	29	351	868	45	166	79	2150
Mobilité entrante, en %												
% de cadres qui ne sont pas suivis en gestion par le ministère, parmi ceux qui sont payés par ce ministère	20,4%	12,7%	2,2%	49,3%	5,7%	2,3%	9,8%	48,7%	5,6%	10,5%	28,5%	15,0%

Annexe : Mobilité - détail par ministère

Le tableau de la Diese recensant la mobilité, ministère par ministère, en 2025.

2 200 cadres en mobilité entrante

Cette augmentation est moins visible du côté de la mobilité entrante, qui concerne le nombre de cadres extérieurs accueillis par chaque ministère. Si celle-ci ne concerne qu'un peu moins de 2 200 cadres, contre plus de 4 300 pour la mobilité sortante, il ressort de l'étude de la Diese que le ministère de l'Intérieur fait office de terre d'accueil principale pour les hauts fonctionnaires issus d'autres départements ministériels. Dans le détail, la moitié des cadres supérieurs en emploi auprès de la place Beauvau étaient gérés par un autre ministère en 2025, soit près de 900 agents sur 1 800. Un taux similaire à celui des Armées, qui emploie néanmoins 7 fois moins de cadres supérieurs que l'Intérieur.

Mais ces chiffres font figure d'exception, puisque, plus globalement, 7 des 11 départements ministériels accueillent moins de 13 % de A+ extérieurs parmi leur total de cadres supérieurs en emploi dans leurs services.

Lire aussi : [Comment l'État veut encourager les mobilités des hauts fonctionnaires en région](#)

Face à ces données positives mais loin de faire état d'un emballement, la Diese tempère, tant les travaux restent encore importants pour encourager davantage de cadres à prendre des risques désormais mieux récompensés dans l'avancement de leur carrière. *“Ces chiffres indiquent*

une augmentation de la mobilité mais il est nécessaire de poursuivre l'observation sur une plus longue période”, indique la délégation dans le document, qui cite par ailleurs le déploiement des commissions d’aptitude et la mise en place de nouveaux outils pour suivre les parcours interministériels comme *“autant d’actions favorables”* au développement du phénomène.

La DRH des cadres sup’ de l’État a d’ailleurs récemment passé la seconde, avec le lancement, en avril dernier, de forums dédiés à la mobilité en région, qui doivent être déployés plus largement dans les prochains mois. Reste désormais à savoir si les résultats seront au rendez-vous.

Davantage de DAC et d’ambassadeurs recrutés en externe

Les indicateurs rassemblés par la Diese se penchent également sur la diversité des parcours des cadres dirigeants nommés au cours de l’année 2025. Résultat : 43 % des directeurs d’administration centrale (DAC) désignés l’an dernier ont été des nominations dites “externes”, contre 26 % en 2024. Les ambassadeurs sont aussi concernés par ces arrivées de profils différenciés, avec 13 % de nominations externes en 2025, contre 5 % l’année précédente. En revanche, la valeur est en baisse de 6 points pour les préfets (15 % contre 21 % en 2024) et de 37 points sur les postes de recteurs, avec seulement 7 % de nominations externes au cours du précédent exercice.

Alors que leur déficit se creuse, la ministre de la Santé annonce “un nouveau chapitre” pour les investissements des hôpitaux

Par Philippine Ramognino

5-6 minutes

“L’intention est claire : continuer à sortir du pilotage par à-coups, lever la tête du guidon et piloter les investissements dans la durée.” C’est ainsi que la ministre de la Santé, Stéphanie Rist, a présenté l’instruction qu’elle publiera dans les jours à venir, censée apporter de la visibilité aux établissements de santé pour les dix prochaines années, à l’occasion de l’ouverture du salon Santexpo, ce mardi 19 mai. En termes de financement, il s’agira d’une enveloppe de 6 milliards d’euros d’investissement pour soutenir les projets déployés en région.

Pas de changement de méthode, donc, mais une continuité du Ségur de la santé, dont les subventions étaient déjà accordées de manière déconcentrée pour des champs d’activité dédiés. Selon les derniers chiffres du ministère, 773 projets ont été inscrits dans les stratégies régionales d’investissement, dont 137 sont aujourd’hui finalisés.

Mais bénéficier de l’enveloppe ne se fera pas sans condition, et les établissements de santé devront donner des gages. *“Pour être soutenable, les investissements devront être conditionnés à la mise en œuvre de mesures d’efficience, pour que chaque euro d’argent public soit bien utilisé”*, a assuré Stéphanie Rist. Une manière, selon la ministre, de tenter de réduire les déficits des établissements de santé qui *“ne sont pas à conjuguer au passé”*. Cette annonce devra par ailleurs survivre à la présidentielle de l’année prochaine.

Nouveau repli de la capacité d’autofinancement

Car la santé financière des hôpitaux demeure une problématique majeure. La direction de la recherche, des études, de l’évaluation et des statistiques (Drees) a publié ce mercredi 20 mai [ses premiers constats issus du Panorama des établissements de santé](#), selon lequel le déficit global des hôpitaux publics a atteint 2,9 milliards d’euros en 2024. Une nouvelle dégradation, donc, par rapport au déficit de 2023 qui s’élevait à

2,4 milliards d'euros. Concrètement, 7 établissements sur 10 sont déficitaires.

Lire aussi : [Crise hospitalière : les inspections plaident pour une réforme territoriale d'ampleur](#)

Et concernant l'investissement, justement, l'effort des hôpitaux *"marque le pas malgré le Ségur de la santé"*, selon la Drees. Tandis que les fonds fournis par l'État en application des accords de 2020 ont contribué à son augmentation les années précédentes, l'investissement des établissements de santé publics a légèrement baissé en 2024, pour s'établir à 5,5 milliards d'euros contre 5,6 en 2023.

De la même manière, la capacité d'autofinancement des hôpitaux publics, qui participe à leur dynamique d'investissement, a baissé et *"se replie fortement depuis 2021"*. Non seulement elle est *"nettement inférieure"* à l'effort d'investissement, mais elle se creuse d'année en année. Autrement dit, les hôpitaux sont de moins en moins en mesure de financer leurs investissements par leurs propres ressources.

Bilan contrasté du plan Ségur

Mais bonne nouvelle : selon les chiffres de la Drees, l'encours de la dette des hôpitaux a diminué pour la troisième année consécutive. *"Mesuré par la part de la dette dans les capitaux permanents, le poids relatif de cet endettement continue à diminuer en raison des mesures prévues dans le cadre du Ségur de la santé, qui prévoient un engagement de 6,5 milliards d'euros pour la restauration des capacités financières des hôpitaux d'ici 2029"*, explique l'instance. La part des établissements surendettés est revenue à un niveau proche de 2020, soit 33 % en 2024.

La Drees tire donc finalement un bilan "contrasté" des mesures du Ségur. *"Les plans de soutien et de relance mis en place depuis la crise sanitaire portent leurs fruits sur la dette mais l'effort d'investissement marque le pas"*, conclut la direction.

Lire aussi : [Fonction publique : l'État a sous-estimé le coût des primes et des revalorisations "Ségur" pour les établissements de santé](#)

Lancement d'une mission sur le dépassement public-privé

De manière plus large, la ministre de la Santé a partagé l'ambition de *"poursuivre l'ouverture du système hospitalier sur son environnement extérieur"*, et organisera un premier comité stratégique avec les parties prenantes dans les prochaines semaines pour en débattre. L'un des axes que Stéphanie Rist compte mettre sur la table est le dépassement public-privé. L'Inspection générale des affaires sociales (Igas) et des personnalités qualifiées du secteur de la santé ont ainsi été missionnées pour plancher sur le sujet, afin d'*"embarquer l'ensemble des acteurs dans une logique de coopération, d'efficience et d'accès aux soins pour tous"*.

La nouvelle hausse du Smic affaiblit encore un peu plus le statu quo salarial dans la fonction publique

Par Marie Malaterre

5-6 minutes

Alors qu'un groupe de travail autour des rémunérations s'est tenu hier, le 19 mai, réunissant l'administration et les organisations syndicales de la fonction publique, pas un mot n'a été prononcé à la suite de l'annonce de la nouvelle hausse du Smic prévue au 1^{er} juin et de ses conséquences sur les salaires des agents publics.

"Ce groupe de travail sera entièrement consacré à la transposition à la fonction publique de la directive européenne sur la transparence des salaires", faisait savoir l'entourage du ministre de l'Action et des Comptes publics, David Amiel, en amont du groupe de travail.

Pourtant, cette annonce de hausse du Smic, qui constitue, si ce n'est une bonne nouvelle, du moins un signal encourageant pour les salariés du secteur privé, n'en est pas forcément une pour les agents publics. Elle accentue le décrochage salarial des agents. Selon les syndicats, un million de salariés devrait percevoir une indemnité différentielle afin de ne pas être rémunérés en dessous du salaire minimum. Geste qui, s'il leur paraît indispensable, reste à confirmer et apparaît de toute façon en deçà de leurs attentes.

Selon les récents travaux du collectif Sens du service public, la rémunération des agents de catégorie C sera directement impactée. Sans la mise en place du mécanisme d'indemnité différentielle, leur traitement indiciaire serait inférieur au Smic. Mais, plus grave, selon les travaux du collectif, avec cette nouvelle hausse, un agent de catégorie C ayant 19 ans d'ancienneté dans la fonction publique ne gagnera, en moyenne, que 38 euros bruts mensuels de plus que le Smic.

Lire aussi : [Fonction publique d'État : le salaire net moyen a franchi la barre des 3 000 euros en 2024](#)

Le phénomène impactera également les agents de catégorie B qui, même avec 6 ans d'ancienneté, toucheront en moyenne 33 euros bruts mensuels de plus que le Smic, contre 128 euros en 2023. *"Même la*

catégorie A est rattrapée”, fait valoir le collectif. Un agent de catégorie A au 1^{er} échelon ne percevra plus que 77 euros bruts de plus que le Smic. “Le déclassé salarial touche désormais l’ensemble des catégories de la fonction publique”, analyse le collectif, qui met par ailleurs en avant trois conséquences majeures à cette situation. En premier lieu, les écarts de rémunération entre débutants et agents expérimentés qui se réduisent fortement, “effaçant progressivement la reconnaissance de l’ancienneté, des qualifications et des responsabilités”.

Sens du service public estime, par ailleurs, qu’une refonte des grilles devient indispensable pour donner du sens aux parcours professionnels des agents publics et assurer une véritable reconnaissance salariale des métiers publics. Il appelle à une réforme ambitieuse des rémunérations, tandis qu’une partie des agents publics risque de basculer dans une forme de “paupérisation salariale”, avec des conséquences directes sur l’attractivité des métiers publics et la qualité du service public.

“Une exaspération profonde” des agents et syndicats

Une situation également dénoncée par les organisations syndicales de la fonction publique qui ont demandé, dans un courrier commun adressé au Premier ministre Sébastien Lecornu, “une rencontre dans les plus brefs délais”, sur le sujet de la rémunération des agents publics. “D’ores et déjà, 356 000 agents perçoivent une indemnité différentielle pour ne pas être rémunérés en dessous du Smic, avancent-elles. A minima, 700 000 seront à nouveau rattrapés par le minimum légal au 1^{er} juin.” Elles précisent également que cette situation touchera les élèves fonctionnaires des corps de catégorie A.

“Ce nouveau tassement des grilles n’est pas acceptable, écrivent les organisations syndicales de la fonction publique dans leur courrier, et l’indemnité différentielle ne peut pas tenir lieu de politique salariale. Elle masque temporairement le problème sans le régler, tout en accélérant l’écrasement des carrières, niant les qualifications, l’expérience professionnelle et le principe même de carrière.” Il faut noter que cette indemnité différentielle ne peut être prise en compte dans le calcul des pensions de retraite.

Lire aussi : [Salaires de la fonction publique : le serrage de vis va se poursuivre en 2026](#)

Les organisations syndicales mettent également en avant une perte de pouvoir d’achat qui se poursuit, liée au décrochage du point d’indice, et ce malgré les revalorisations de 2022 et 2023 et l’attribution de 5 points au 1^{er} janvier 2024. “Ces mesures n’ont jamais permis de compenser l’inflation, assurent-elles. De plus, la non-reconduction, pour la deuxième année consécutive, de la garantie individuelle de pouvoir d’achat (Gipa) a supprimé tout élément de compensation pour des dizaines de milliers

d'agents, souvent en fin de carrière, dont le traitement reste bloqué.”

Celles-ci réitèrent donc, leur demande d'une hausse de la valeur du point d'indice, mettant en avant que l'immobilisme du gouvernement sur ce sujet *“alimente une exaspération profonde”*.